

CENTRE INTERUNIVERSITAIRE
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

INTERUNIVERSITAIR CENTRUM
VOOR HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS

Cahiers 32 Bijdragen

JACQUES LORY

PANORAMA DE LA PRESSE BELGE
EN 1870-1871

1963

ÉDITIONS NAUWELAERTS
LEUVEN-LOUVAIN

BÉATRICE-NAUWELAERTS
PARIS

PUBLICATIONS DU CENTRE
UITGAVEN VAN HET CENTRUM

- Cahiers 1.** **Bijdragen 1.**
Neuf rapports sur les sources de l'histoire contemporaine de la Belgique — Negen verslagen betreffende de bronnen van de Belgische hedendaagse geschiedenis. 1957. fr. 45 (abonnement fr. 38)
- Cahiers 2.** **Bijdragen 2.**
A. Simon, Notes sur les archives ecclésiastiques. 1957.
fr. 45 (abonnement fr. 38)
- Cahiers 3.** **Bijdragen 3.**
A. Simon, Inventaires d'archives. (Papiers Villermont. Archives de la nonciature à Bruxelles. Archives des églises protestantes.) 1957.
fr. 45 (abonnement fr. 38)
- Bijdragen 4.** **Cahiers 4.**
A. Vermeersch en H. Wouters, Bijdragen tot de geschiedenis van de Belgische Pers 1830-1848. 1958. fr. 175 (abonnement fr. 150)
- Cahiers 5.** **Bijdragen 5.**
A. Simon, Inventaires d'archives. (Évêché de Namur. Château de Gaesbeek. Famille Van Meenen. Cure de Sainte-Gudule, Bruxelles. Famille Croij. Église Évangélique (Verviers). 1958.
fr. 55 (abonnement fr. 47)
- Cahiers 6.** **Bijdragen 6.**
J. Leclercq-Paulissen, Contribution à l'histoire de la presse tournaisienne depuis ses origines jusqu'en 1914. 1958.
fr. 80 (abonnement fr. 68)
- Bijdragen 7.** **Cahiers 7.**
W. Theuns, De organieke wet op het middelbaar onderwijs (1 juni 1850) en de conventie van Antwerpen. 1959.
fr. 40 (abonnement fr. 34)
- Bijdragen 8.** **Cahiers 8.**
M. De Vroede, Bibliografische inleiding tot de studie van de Vlaamse Beweging, 1830-1860. 1959. fr. 260 (abonnement fr. 225)
- Cahiers 9.** **Bijdragen 9.**
M. Colle-Michel, Les archives de la S.A. Cockerill-Ougrée des origines à nos jours. 1959. fr. 45 (abonnement fr. 38)
- Cahiers 10.** **Bijdragen 10.**
A. Simon, Réunions des évêques de Belgique 1830-1867, procès-verbaux. 1960. fr. 180 (abonnement fr. 152)

CENTRE INTERUNIVERSITAIRE
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

INTERUNIVERSITAIR CENTRUM
VOOR HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS

Cahiers 32 Bijdragen

JACQUES LORY

PANORAMA DE LA PRESSE BELGE
EN 1870-1871

1963

ÉDITIONS NAUWELAERTS
LEUVEN-LOUVAIN

BÉATRICE-NAUWELAERTS
PARIS

COMITÉ DIRECTEUR
DU CENTRE
INTERUNIVERSITAIRE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

BESTUURSCOMITÉ VAN HET
INTERUNIVERSITAIR CENTRUM VOOR
HEDENDAAGSE GESCHIEDENIS

- G. JACQUEMYS, Université Libre de Bruxelles, président.
R. DEMOULIN, Université de Liège.
H. HAAG, Université de Louvain.
J. DHONDT, Universiteit Gent, secretaris-penningmeester.

PANORAMA DE LA PRESSE BELGÈ EN 1870-1871.

Une histoire complète de la presse belge dans la deuxième moitié du XIX^e s. est encore à faire. On en trouve sans doute des linéaments ou des élaborations partielles dans divers ouvrages et articles récents (1), mais l'étude analytique interne des principaux journaux et périodiques de cette époque en est encore à ses débuts.

Le présent article se voudrait simplement une contribution à cette étude, en offrant un panorama assez large de la presse belge à un moment de notre histoire critique au point de vue international et difficile au point de vue de la politique intérieure : les années 1870-1871.

Elaboré dans le cadre d'un travail plus vaste (2) il groupe des renseignements puisés dans plusieurs fonds d'archives diplomatiques, ecclésiastiques et surtout privées, dans les journaux eux-mêmes-que nous avons systématiquement dépouillés pour cette période, et dans quantité d'ouvrages dispersés, relatifs ou non à l'histoire de la presse (3).

Il était évidemment impossible de décrire la physionomie interne, voire de passer simplement en revue tous les organes de presse existant en Belgique à ce moment. On en a relevé, à la date du 31 décembre 1874, 347 dont 68 quotidiens, 244 hebdomadaires et 15 trihebdomadaires (4). En 1870-1871 on n'était sans doute pas très loin de ces chiffres.

Notre choix s'est basé à la fois sur l'importance respective des

(1) Citons entre autres : A. SIMON, *L'Hypothèse libérale en Belgique. Documents inédits 1839-1907*, Wetteren, 1956, principalement les pages 102-112 et 272-291; J. LECLERCQ-PAULISSEN, *Contribution à l'histoire de la presse tournaisienne depuis ses origines jusqu'en 1914 (Cahiers du Centre interuniversitaire d'Histoire Contemporaine, n° 6)*, Louvain-Paris, 1958; R. VAN EENOO, *De Pers te Brugge: 1792-1914. Bouwstoffen* (ibid., n° 20), 1961; M. DE VROEDE, *De Vlaamse Pers in 1855-1856* (ibid., n° 12), 1959; J. WILLEQUET, *Documents pour servir à l'histoire de la presse belge, 1887-1914* (ibid., n° 16), 1961; Id., *La Légation d'Allemagne, la presse et les milieux bruxellois entre 1887 et 1914*, dans *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, t. XXXVI, 1958, p. 388-435.

(2) J. LORY, *Les réactions belges devant la question romaine en 1870-1871*, Louvain, 1961, mémoire de licence dactylographié.

(3) On possède depuis peu une bibliographie complète des travaux relatifs à l'histoire de la presse : R. VAN EENOO et A. VERMEERSCH, *Bibliographisch Repertorium van de Belgische Pers (Cahiers du Centre...)*, n° 23), Louvain-Paris, 1962.

(4) PH. BOURSON, *Histoire de la presse*, dans *Patria Belgica*, t. III, Bruxelles, 1875, pp. 380-382.

journaux et sur la nécessité d'un large échantillonnage. Pour assurer ce dernier, nous avons pris des organes très dispersés géographiquement et de toutes les tendances. Quant à l'importance respective, nous l'avons déterminée d'après différents éléments : la fréquence des citations, mises en cause et allusions dans les correspondances du temps ou dans les revues de presse d'autres journaux, d'une part; de l'autre, l'intérêt général que nous y avons nous-même trouvé dans l'élaboration de notre travail par suite de l'originalité des informations, de la valeur des articles de fond, des influences reflétées, etc.

La division se présente comme suit : 1) Les journaux bruxellois; 2) Les revues; 3) les journaux de province; 4) les journaux socialistes. Quelques notations précèdent l'aperçu; elles tendent à situer la presse belge dans le contexte des années 1870-1871, et plus particulièrement à préciser l'incidence, qu'eurent, sur son évolution et sur l'opinion publique belge en général, les événements dont la France fut le théâtre à cette époque.

Qu'il nous soit permis de remercier ici M. le chanoine Aubert qui a bien voulu relire ces pages et nous éclairer de ses judicieuses remarques, ainsi que M. le professeur J. Bartier et M. L. Wils, qui nous ont aimablement communiqué divers renseignements sur la presse libérale et sur la presse d'expression flamande.

LES ANNÉES 1870-1871

Dans une étude de la presse belge en 1870-1871, on ne saurait, tout d'abord, trop tenir compte d'un fait essentiel : l'incidence, dans les préoccupations de l'opinion publique et de la presse à cette époque, des événements de France. Ceux-ci ont exercé une action dont l'importance, difficilement chiffrable, peut néanmoins être esquissée.

Sur l'opinion publique en premier lieu. Le conflit franco-allemand accapara à ce point l'attention des contemporains, qu'il devait, si pas relèguer dans l'ombre (1), en tout cas conférer un intérêt beaucoup moindre à tout autre événement (2). Ce fut comme une

(1) Comme le voulait *l'Illustration Européenne* du 1^{er} juillet 1871 (n^o 258) : « Cette terrible guerre et ses conséquences ont relégué dans l'ombre tout ce qui lui est étranger ».

(2) *L'Étoile Belge* du 27 janvier 1871 notait : « Depuis quelques jours, c'est à peine si nous parlons de nouvelles politiques étrangères à la guerre. A vrai dire, il n'y en a pas, et puis l'attention universelle est rivée aux événements du théâtre de la guerre ». On sait que la guerre franco-allemande dura du 2 août 1870 au 28 janvier 1871 (armistice).

sorte de joug moral auquel on ne pouvait que malaisément se soustraire. Témoin cette réflexion de J. Devaux (1), l'intelligent secrétaire de Léopold II : « Il y a dans ce qui se passe quelque chose de décourageant pour ceux qui étudient l'histoire : c'est que beaucoup de choses pâlisent devant le présent. Nous vivrons après la paix » (2).

Il en alla de même avec les événements de la Commune (3) : l'émotion qu'ils provoquèrent en Belgique fut très vive et, à Bruxelles par exemple, on lira les journaux « avec l'empressement et presque la furia qui se produisirent en septembre et en janvier, au lendemain de Sedan, et à la veille de la capitulation de Paris » (4).

Sur la presse ensuite. L'intérêt porté aux événements extérieurs fit évidemment monter de manière sensible le thermomètre de la vente. Le tirage des journaux augmenta dans des proportions jamais atteintes peut-être jusqu'alors. Car à l'engouement du public s'ajoutaient d'autres causes de prospérité.

Avant la guerre, les journaux français faisaient une énorme concurrence aux journaux belges. Le *Figaro*, le *Gaulois*, le *Petit Moniteur*, la *Petite Presse* se débitaient sur les voies publiques des grandes villes. Leur succès était d'autant plus grand que les éditeurs français pouvaient vendre leurs feuilles à un prix beaucoup plus bas que leurs concurrents belges. Ils les expédiaient en Belgique par colis et économisaient ainsi les frais de poste qui ont longtemps grevé lourdement les journaux belges.

Avec la guerre cette concurrence n'exista plus et les feuilles belges compensèrent à leur avantage l'absence de quotidiens français. Bien plus : par suite du blocus de Paris (5), les publications de Belgique se répandirent en France, où l'on était avide de nouvelles du front.

Cette impression de prospérité de la presse belge en 1870-1871, que nous livrons d'après un périodique dont la neutralité est un gage d'impartialité (6), est confirmée par une constatation que nous

(1) J. Devaux (10 avril 1828-7 juin 1886). Fils de P. Devaux, député et fondateur de l'*Écho du Parlement*, et neveu de J. Van Praet, ministre de la maison du roi. Attaché de légation aux Affaires Étrangères (1851), attaché à la direction politique (1853), chef de bureau (1854), chef de division (1856) dans le même ministère, il devint en 1858 l'auxiliaire de Van Praet et le secrétaire du roi. Sur ce personnage, voir l'*Indépendance*, 10 juin 1886, et J. GARSOU, *Les débuts d'un grand règne*, t. II, p. 21 notamment.

(2) Lettre à J.-B. Nothomb, ministre de Belgique à Berlin, datée du 28 septembre 1870. Dans ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A BRUXELLES (nous citerons désormais A.É.B.), *Papiers J.-B. Nothomb*, film 118, 248-38.

(3) Rappelons que l'épisode de la Commune se situe entre le 18 mars et le 22 mai 1871.

(4) *La Patrie*, 24 mars 1871 (Correspondance de Bruxelles, datée du 22 mars).

(5) Les journaux de Paris arrivaient très irrégulièrement par ballon.

(6) *L'Illustration Européenne* du 31 décembre 1870 (n° 7 — Article : « Les marchands

avons faite au cours de nos recherches : à savoir que plusieurs journaux renouvelèrent leur typographie à cette époque.

Annonçant un changement prochain, l'*Écho du Parlement* disait qu'il était nécessité par « l'augmentation considérable du chiffre du tirage qui a triplé depuis un an, provoquant l'usure des caractères et un retard considérable dans la distribution du journal » (1). Tout en n'alléguant pas directement ce motif, mais en faisant des remarques sur le renouvellement des abonnements, l'*Indépendance* parlait, au lendemain de sa parution en caractères entièrement neufs, de « l'accroissement énorme du chiffre de nos souscripteurs par suite de l'intérêt profond qui s'attache dans le monde entier aux événements dont la France est le théâtre » (2).

Par ailleurs, deux autres quotidiens, l'*Étoile Belge* et le *Courrier de l'Escaut* parurent aussi en nouveaux caractères, l'un le 16 janvier et l'autre le 19 juillet 1871. Bien qu'aucun des deux n'indique le motif de cette innovation, il ne semble pas qu'il soit différent de celui dont nous avons précisé plus haut les composantes pour l'*Indépendance* et l'*Écho du Parlement*. Si l'*Indépendance* avait vu augmenter le nombre de ses lecteurs par suite de la guerre, comment n'en aurait-il pas été de même pour l'*Étoile* qui défendait, comme nous le verrons, une politique aussi pro-française que ses propriétaires? Quant au *Courrier de l'Escaut*, n'oublions pas qu'il se trouvait géographiquement fort bien situé pour diffuser ses publications (3).

Le fait que d'autres journaux n'aient pas renouvelé leur typographie à ce moment ne doit cependant pas nous porter à inférer que leur tirage ne croissait pas au même rythme que les précédents. Certains n'avaient nul besoin d'apporter des changements à leur typographie

de journaux ». Ce périodique qui paraissait le samedi sur huit pages abondamment illustrées de lithographies se disait lui-même un témoignage de « l'avantage de la situation présente », ayant recueilli un « succès extraordinaire » depuis son premier numéro (19 novembre 1870). Il se voulait neutre et sans couleur politique (*ibid.*), et était dirigé par M. Théo Spee, ex-greffier du conseil des mines (cfr la *Bibliographie Nationale*, t. III, p. 463).

(1) 19 juin 1871. Notons que déjà l'annonce du triplement du tirage se trouve dans le numéro du 14 décembre 1870 : « l'augmentation de notre tirage, qui a plus que triplé depuis le début de la guerre ».

(2) Le 4 décembre 1870, l'*Indépendance* parut avec une série d'articles en nouveaux caractères. Le lendemain, la typographie était entièrement neuve.

L'extrait cité est du 6 décembre.

(3) Le fief du *Courrier de l'Escaut* s'étendait sur toute la région frontière qui va de Mouscron à Péruwelz. Voir J. LECLERCQ-PAULISSEN, *Contribution à l'histoire de la presse tournaïsiennne depuis ses origines jusqu'en 1914*, dans *Cahiers du Centre Interuniversitaire d'Histoire contemporaine*, n° 6, 1958, p. 33.

pour la simple raison que celle-ci était en très bon état et permettait aisément une augmentation de tirage (1).

Il semble néanmoins que les grands journaux libéraux bénéficièrent surtout de la situation exceptionnelle décrite tantôt. Ce sont eux en tout cas qui virent davantage monter leur chiffre de vente à l'étranger, et particulièrement durant la guerre, en France et en Allemagne. Pour des motifs extrêmement différents et à vrai dire opposés, dont l'exposé nous amène à parler de façon plus détaillée, et si l'on peut dire plus « individuelle » des journaux et périodiques qui, selon nous, reflétaient le mieux l'opinion publique en 1870-1871.

I. Les journaux bruxellois.

Toujours à la pointe de l'information, grâce notamment à ce qui avait été jadis une innovation sur le continent et avait déterminé, avec la trouvaille du bulletin politique, son succès : les correspondants étrangers (2), l'*Indépendance belge* était vers 1870 le seul quotidien belge de portée vraiment internationale (3).

Elle n'était pas encore entièrement passée à ce moment sous la coupe de financiers français, un quart des actions appartenant à des Allemands (4).

Mais celui qui, depuis 14 ans (5), dirigeait ses destinées, M. Léon

(1) C'est le cas du *Bien Public* et du *Journal de Liège*. Cfr., pour ce dernier, Frère-Orban à L. Hymans, 17 octobre 1870, dans ARCHIVES GÉNÉRALES DU ROYAUME DE BELGIQUE (citées désormais A.G.R.B.), *Papiers Frère-Orban*, n° 1074.

(2) A. OOMS, *La presse belge depuis ses origines jusqu'au centenaire de notre indépendance nationale*, dans *La presse, livre commémoratif édité par la section bruxelloise de l'Association générale de la presse belge à l'occasion de son LX^e anniversaire (1888-1948)*, Bruxelles, 1949, p. 24-25.

(3) La Guéronnière (ministre de France à Bruxelles), 24 janvier 1870, dans *Archives du Ministère des Affaires Étrangères de Paris, Correspondance diplomatique, Belgique*, copie aux A.É.B. (A.E.F., 53/XI, vol. 59), n° 1990; id.; 12 février 1870, *ibid.*, n° 1994 : « L'*Indépendance* n'est pas lue seulement en Belgique mais aussi en France et en Russie » — « Le *Journal des Débats* et le *Temps* à Paris, le *Times* à Londres, l'*Indépendance* à Bruxelles sont les rois de l'opinion publique » (*Rapport de la réunion catholique de Genève*, 29 août 1872, procès verbal, dans PAPIERS DE VILLERMONT, II, E. 9).

(4) D'après E. BANNING, *L'Allemagne et la Belgique pendant et après la guerre de 1870*, Bruxelles, 1870, p. 15. Ce fait semble exact, car en octobre 1870, la *Norddeutsche Zeitung*, mit en cause et taxa d'antipatriotisme quatre notables allemands (A. et S. Oppenheim, G. Mévissen et M. Dumont) qui détenaient des actions de l'*Indépendance*. Celle-ci répondit (dans son n° du 12 oct. 1870), que ces personnes n'avaient pas la moindre ingérence dans la direction politique du journal, M. Bérardi étant seul responsable.

(5) L. Bérardi racheta le journal à E. Perrot en 1856. Cfr. R. FEIBELMAN, *L'évolution de la presse bruxelloise*, Bruxelles, 1911, p. 15-16. L. Bérardi (22 novembre 1817-10 avril 1897) était entré à l'*Indépendance* en 1846. Il dirigera le journal de 1856 à 1884. Voir J. WILLEQUET, *Documents...*, p. 8.

Bérardi, était, selon le mot de Frère-Orban, « un Français archi-français, républicain, archi-républicain » (1) et presque tous ses rédacteurs appartenaient à la même tendance politique (2).

Au commencement de la guerre, l'*Indépendance* avait continué comme auparavant, à tirer à boulets rouges sur le Second Empire en faillite : ce qui la fit passer un temps pour germanophile ! Mais dès l'établissement de la République, elle affirma nettement ses sympathies françaises (3). Le déroulement des opérations permit à la rédaction du journal progressiste de se distinguer, en perpétuant sur le champ de bataille la tradition du grand reportage innovée vingt-cinq ans plus tôt (4).

Ecrits dans un style très francophile et républicain, ces reportages et les commentaires les accompagnant n'allaient pas sans indisposer la Prusse contre la Belgique (5).

Bien que l'*Indépendance* fut principalement en cause, une autre feuille d'inspiration française, l'*Étoile Belge*, donnait dans le même sens. Fondé en 1850, ce journal avait rapidement connu un très grand succès grâce à un prix très bas, à un format pratique et à un ton qui, apparemment du moins, était d'une convenance parfaite pour tout lecteur (6).

L'*Étoile* appartenait à la famille d'Orléans, et ce n'était là un secret pour personne (7). Pareille tutelle avait d'ailleurs pesé lourde-

(1) Frère-Orban à L. Hymans, 17 octobre 1870, dans A.G.R.B., *Papiers Frère-Orban*, n° 1074.

(2) Rapporté par DE GARCIA DE LA VEGA, *La neutralité de la Belgique et la liberté de presse*, Bruxelles, 1870, p. 7.

(3) Voir par ex. la *Gazette de Liège*, 20 octobre 1870 : « L'*Indépendance* a viré de bord depuis quelque temps : ses tendances prussiennes (...) ont fait place à des tendances françaises ».

(4) R. FEIBELMAN, *op.cit.*, p. 17-18. Preuve de l'intérêt de ses informations, le quotidien bruxellois était fréquemment démarqué par d'autres journaux. A. Delmer, responsable du bulletin politique du *Journal de Bruxelles* l'avoue plusieurs fois dans son *Journal personnel*. Voir ainsi le t. 31, 29 sept. et 2 oct. 1870, et le t. 32, 9 nov. 1870, dans PAPIERS DELMER (conservés chez M. A. Delmer, à Bruxelles).

(5) Cfr. J. Devaux à J.-B. Nothomb, 23 novembre 1870 : « L'exaspération est grande contre nous dans l'armée (allemande) (...) C'est l'*Indépendance* qui fait tout le mal ». A. É. B., *Papiers J.-B. Nothomb*, film 118/248-38.

(6) Cette feuille était très répandue, même dans les milieux catholiques. S. BALAU, dans *Soixante-dix ans d'Histoire contemporaine (1815-1885)*, Louvain, 1890, p. 200, en indique la cause : « L'*Étoile* par un air religieux et même quelque peu dévôt, publiant de longs comptes rendus à propos de toutes les affaires religieuses, continua longtemps à s'introduire dans les familles chrétiennes tant à la campagne qu'en ville ». — Le journal progressiste *La Liberté* (20 août 1871) dit que l'*Étoile* avait 30.000 abonnements !

(7) de Comminges-Cuitaud, attaché de France à Bruxelles, 29 avril 1865 : « L'*Étoile Belge*, journal orléaniste dont les principaux rédacteurs sont des réfugiés politiques » dans A. E. PARIS, *Belg.*, Copie A.E.F. 53/VIII, n° 1596; id., 17 août 1869 : « L'éloge (de l'amnistie impériale) sans réticence de cette feuille est d'autant plus frappant qu'elle

ment sur l'évolution du journal durant le Second Empire et elle lui avait valu toute sorte d'avatars (1). A la fin de 1870, les princes de la maison d'Orléans étaient encore propriétaires du quotidien (2) et ils le demeurèrent, semble-t-il, jusqu'en 1871, moment où M. Denis Madoux put opérer le rachat des actions qu'ils détenaient jalousement (3).

Française aussi, l'*Étoile* ne pouvait qu'adopter une ligne de conduite proche de l'*Indépendance* et renforcer ainsi l'exaspération du gouvernement prussien. Dès le mois de septembre 1870, les journaux allemands tinrent un langage des plus hostiles contre la Belgique, qui, selon eux, nourrissait des dispositions malveillantes à l'égard du peuple allemand, dispositions dont on pouvait découvrir l'expression dans l'*Indépendance* et dans l'*Étoile* (4). De son côté, le roi Guillaume I se plaignit amèrement à Léopold II de l'attitude de la presse belge et l'engagea « à neutraliser l'action malfaisante de quelques feuilles, peut-être salariées ou inspirées par des personnes étrangères au pays » (5). L'allusion était claire.

Des démarches furent faites pour ramener les directeurs des deux feuilles pro-françaises à des sentiments plus « patriotiques ». En vain. Bérardi, surtout, demeurait intraitable et malgré les démarches du ministre de Prusse à Bruxelles, M. de Balan (6), qui aurait voulu le faire expulser, sa position demeura très forte (7).

appartient notoirement aux princes de la famille d'Orléans» (*ibid.*, A.E.F. 53/XI); Léopold II à Victoria, 30 octobre 1870 : « L'*Étoile*, journal de l'oncle Aumale, a pris une attitude ultra-française et antiallemande... » (dans R. DUMOULIN, *Documents inédits sur la crise de 1870*, dans *Bulletin de la Commission Royale d'Histoire*, 1957, t. CXXII, p. 219, lettre n° 67. Henri-Philippe-Louis d'Orléans, duc d'Aumale (1822-1897) était le quatrième fils de Louis-Philippe.

(1) Ils sont sommairement racontés par A. OOMS, *op. cit.*, p. 27-28.

(2) Le 20 novembre 1870, J. Devaux écrivait à S. Van de Weyer (ex-ministre de Belgique à Londres) : « Les princes d'Orléans qui sont les seuls propriétaires de l'*Étoile*... » (dans A.G.R.B., *Papiers Van de Weyer*, n° 178).

(3) R. FEIBELMAN, *op. cit.*, p. 23 et 25, qui ne précise pas le moment exact où la transaction eu lieu.

(4) « Ces journaux, très répandus en Allemagne, y étaient représentés comme exprimant l'opinion du peuple belge » (Note de d'Anethan, dans dossier : *Questions diverses politiques*, n° 5, dans PAPIERS D'ANETHAN). Voir aussi E. BANNING, *Les origines et les phases de la neutralité belge*, Bruxelles, 1927, p. 255-6.

(5) Lettre du 20 octobre 1870, publiée par R. DEMOULIN dans *Rapport sur une mission d'information en Angleterre relative aux documents de la Wilhelmstrasse*, dans B.C.R.H., 1957, t. CXXII, p. LIV à LVI.

(6) M. de Balan était envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Prusse à Bruxelles depuis le 27 janvier 1865. Cfr. *Almanach de Gotha*, 1871, p. 387.

(7) « Je viens de lâcher Orloff sur Bérardi. Nous employons tous les moyens. Rien n'y fait ». J. Devaux à J.-B. Nothomb, 23 nov. 1870; *id.* à *id.*, s.d. : « Nous nous donnons une peine du diable pour être agréables aux Prussiens. Nous venons d'envoyer l'administrateur de la sûreté à l'*Étoile* pour menacer d'expulsion s'il ne change pas de ton (...). Quant

Les tendances francophiles et républicaines de l'*Étoile* et de l'*Indépendance* n'irritaient d'ailleurs pas que le gouvernement et le peuple allemands. Approuvant les efforts de L. Hymans, rédacteur en chef de l'*Écho du Parlement* (1), pour répandre ce journal à l'étranger, le leader du parti libéral Frère-Orban lui confiait les réflexions suivantes :

On ne pourrait trop faire en combattant l'influence néfaste des journaux qui, sous la firme belge, ont à défendre des intérêts qui nous sont étrangers et qui nous sacrifieraient sans trop de scrupules pour aider au triomphe soit de la république française démocratique, une et indivisible, soit des prétentions de la famille d'Orléans. Je m'irrite de voir l'*Indépendance* déclarer qu'elle rougit des conseils que l'*Écho* s'est permis de donner à la presse belge (2) et je suppose que nous aurons à son adresse quelques mots qui ne mettront pas les rieurs de son côté. Nous pourrions lui dire bien tranquillement que l'*Indépendance* a coutume de se faire toutes sortes d'illusions. Elle croit qu'il suffit de se dire belge, de parler de *notre pays*, et de *notre neutralité*, pour que l'on ne sache pas dans le pays et à l'étranger ce qu'elle est réellement. L'*Indépendance* est sous la direction absolue, comme elle l'a déclaré récemment (3), d'un français archi-français républicain archi-républicain, en France bien entendu. Il ne reniera ni ses dieux, ni sa patrie. Il n'a pas dissimulé la joie qu'il a éprouvée en voyant revenir la république et il est tout naturel qu'il cherche à éviter à ses amis et à ses compatriotes la triste extrémité de devoir céder une partie du territoire français. S'il pensait autrement, il cesserait d'être français. On peut compatir à ses peines et à ses douleurs chauvines : mais comme il n'y a pas là d'intérêt belge, on peut demander qu'il soit défendu sous son vrai drapeau, non le nôtre. Il n'y a pas de journal vraiment belge qui rougisse de s'imposer librement le devoir patriotique de ne rien faire qui puisse compromettre le pays, et il y aurait bien plutôt à rougir d'emprunter notre pavillon pour faire la guerre de plume au profit de l'un des belligérants. Je crois qu'un langage ferme et net dans ce jeu aurait un bon effet dans le pays et surtout à l'étranger (4).

Cette longue critique, inspirée par des sentiments patriotiques

à Bérardi, il est inexpugnable et j'ai perdu tout espoir de le ramener... » (Dans A.É.Bx., *Papiers J.-B. Nothomb*, film 118/248-38).

(1) L. Hymans (3 mai 1829-22 mai 1884) commença sa carrière de journaliste à Bruxelles en travaillant au *Politique*. Puis il s'occupa de l'*Indépendance*, du *Nord* et même de l'*Étoile* (1857-1859). Après quoi il entra à l'*Écho du Parlement* dont il fut le rédacteur en chef jusqu'en 1878. De 1855 à 1888, il tiendra en outre la correspondance bruxelloise de la *Meuse*. Voir A. Ooms, *op.cit.*, p. 256; *Biographie Nationale*, t. XXIX, col. 708 à 711; *Bibliographie Nationale*, t. II, p. 287.

(2) Allusion à un article paru dans l'*Écho du Parlement* le 11 octobre 1870.

(3) Cfr., p. 7, note 4.

(4) Frère-Orban à L. Hymans, 17 octobre 1870 (dans A.G.R.B., *Papiers Frère-Orban*, n° 1074).

qui n'étaient peut-être pas étrangers à une influence de la Cour, n'est au fond qu'un des aspects de la vieille polémique qui, depuis plus d'un an, s'étalait dans les feuilles libérales entre progressistes ou radicaux, partisans de réformes politiques et sociales, d'une part, et doctrinaires ou conservateurs d'autre part. Aspect extérieur très différent sans doute, mais basé sur le même antagonisme toujours renaissant.

Depuis juin 1869, l'*Indépendance* et d'autres journaux avancés comme l'*Étoile* étaient constamment aux prises avec les deux officieux du cabinet Frère, l'*Écho du Parlement* et le *Journal de Liège*, qui les taxaient de témérité et d'indiscipline. Le résultat des élections du 14 juin 1870 — qui se soldèrent par un échec sérieux pour les libéraux —, fut qualifié par l'*Indépendance* de « blâme infligé à la politique doctrinaire par l'opinion libérale », et il acheva de jeter le désarroi dans les rangs libéraux en creusant davantage encore le fossé entre les deux fractions du parti (1). Aussi ne faut-il pas s'étonner de voir continuer sur tous les terrains une polémique sans cesse renaissante (2). L'attitude des feuilles progressistes dans la guerre franco-allemande en était un, et de choix puisqu'on pouvait faire jouer la corde patriotique. Ni l'*Écho du Parlement*, ni le *Journal de Liège* n'auraient voulu rater l'occasion de discréditer aux yeux de l'opinion libérale leurs adversaires dont la présence était décidément gênante dans le parti.

Fondé en 1859 pour être l'organe de la gauche parlementaire, l'*Écho du Parlement* avait connu des débuts extrêmement pénibles. Mais un plan de réorganisation systématiquement suivi l'avait tiré du mauvais pas (3) et placé dans les meilleurs quotidiens de la capitale. Si bien qu'après la victoire des libéraux en 1864, l'*Écho* devint le moniteur officieux du cabinet Frère et le porte-parole du doctrinarisme libéral. En 1870, il était encore tout entier sous l'autorité des deux principaux représentants de cette tendance : Frère-Orban et P. Devaux (4). Après les élections, tout en étant désormais à l'écart

(1) J. GARSOU, *Frère-Orban de 1857 à 1896*, tome I, 1857-1878, Bruxelles, 1946, p. 261-263 et 271-272.

(2) Après la question de la neutralité, c'est surtout le projet de réforme électorale présenté en avril 1871 par le cabinet d'Anethan qui rallumera la querelle.

(3) On trouvera de nombreux et intéressants renseignements sur la création et les premiers temps de l'existence de l'*Écho* dans le dossier 693 des *Papiers Frère-Orban*, aux A.G.R.B.

(4) « En ce qui touche l'*Écho*, veuillez toujours vous souvenir qu'à part M. Devaux, Léon et moi, personne n'a autorité sur le journal et que vous êtes ainsi fort à l'aise tant que vous n'intervenez pas » (Frère Orban à L. Hymans, 29 juillet 1870, dans *Papiers Frère-Orban*, n° 1074, aux A.G.R.B. — Nous n'avons pu identifier ce Léon qui devait être un intime du leader libéral. Quant au M. Devaux cité, il s'agit évidemment de Paul Devaux (1801-1880) député, fondateur de l'*Écho du Parlement* et père de Jules Devaux (cfr. p. 5, note 1).

du gouvernement, il semblait parfois que l'ex-officieux était tenu au courant des relations du roi et de ses ministres (1). Quoiqu'il en soit, il ne paraît pas douteux que la feuille doctrinaire et son *alter ego* liégeois, le *Journal de Liège*, recevaient certaines « inspirations » du palais. Ce fut particulièrement le cas en octobre 1870, lorsque le gouvernement d'Anethan (2) cherchait à mettre la presse au diapason de la Prusse. L'*Écho* publia un long article recommandant aux journaux belges une stricte et prudente neutralité à propos des événements de France. Que le *Moniteur* s'empressa aussitôt de reproduire dans la partie non officielle de ses colonnes (3). Quelques jours plus tard parut dans la doublure du journal doctrinaire bruxellois, l'*Écho du Luxembourg*, un autre article, plus violent encore, qui condamnait, au nom de la neutralité, la politique anti-prussienne de l'*Étoile* et prêchait une croisade de désabonnement général de cette feuille (4). Ce fut un « tollé » dans toute la presse, de gauche comme de droite et la conduite du ministère en cette circonstance fut sévèrement condamnée (5). Mais, épilogue significatif, à la fin décembre, au cours d'une réception au palais, Léopold II félicita publiquement le rédacteur en chef de l'*Écho* pour son attitude dans les questions de politique étrangère (6).

Si le cas de l'*Écho* est typique, il n'est pourtant pas isolé. Un autre quotidien avait eu également à subir des pressions très fortes de la

(1) Dans une lettre envoyée à J. d'Anethan le 13 septembre 1871, J. Devaux se défend vivement du reproche voilé que lui avait adressé le chef du cabinet de communiquer certaines nouvelles concernant les nominations à l'*Écho*. D'Anethan aurait, entre autres, fait remarquer au secrétaire de Léopold II que « ce journal semble tenu au courant de toutes les relations du roi avec ses ministres » (Dans PAPIERS D'ANETHAN, n° 26).

(2) Sur le ministère d'Anethan (2 juillet 1870-7 décembre 1871), voir L. DE LICHTERVELDE, *Léopold II*, 3^e éd., Bruxelles, 1949, p. 91-122. Sur le chef de cabinet, J. J. d'Anethan (1803-1888), voir la *Biographie Nationale*, t. XXIX, col. 93-96.

(3) *Moniteur* du 12 octobre 1870 (l'article de l'*Écho* était du 11 octobre). Ce journal comprenait alors une partie non-officielle qui accueillait les articles de tout bord. Le gouvernement et la Cour tenaient beaucoup à ce moyen de faire exprimer leur pensée et leurs directives sous les apparences d'une parfaite neutralité. J. Devaux disait à ce sujet à Lambermont, secrétaire général aux Affaires étrangères : « On me dit que la partie non-officielle du *Moniteur* sera supprimée le 1^{er} janvier (...) Est-ce bien le moment? Elle n'a pas été inutile depuis le début de la guerre » (dans A.E.Bx., *Papiers Lambermont*, 1851-1875, n° 200). D'où de fréquents reproches au gouvernement dans la presse. Voir par ex. le *Patrie* des 24-25 octobre 1870, l'*Écho du Parlement* du 31 décembre 1870, la *Meuse* et l'*Indépendance* des 17 et 20 janvier 1871.

(4) *Écho du Luxembourg*, 14 octobre 1870, repris par le *Moniteur* du 15 octobre.

(5) La *Gazette de Liège* (18 octobre 1870) notamment, pensait qu'il fallait se garder de transformer « l'organe du gouvernement en organe de parti », surtout en régime constitutionnel « où les retournements de situation sont si fréquents ».

(6) Rapporté par le correspondant bruxellois du *Journal de Liège* (20 décembre 1870) et confirmé par une lettre de J. Van Praet, conseiller du roi, à d'Anethan, du 21 janvier 1871 (dans PAPIERS D'ANETHAN, n° 28).

part de la Cour et du gouvernement, le *Journal de Bruxelles* qui, après la victoire des catholiques en juin 1870, passa pour être l'organe officiel du cabinet d'Anethan.

Fondée en 1841 par D. Stas, rachetée par P. Nève en 1856 (1), cette feuille dont l'existence fut tumultueuse, avait fusionné en 1858 avec son concurrent bruxellois l'*Émancipation* (2). En 1863, la propriété du journal passa entre les mains de la *Société de Presse conservatrice* (3) et la direction à un comité de rédaction de tendance nettement constitutionnelle (4).

Ainsi réorganisé, le nouveau quotidien prit un départ en flèche et il devint rapidement le journal catholique le plus important du pays. Accentuant de plus en plus la tendance que lui imprimait son comité de rédaction, il fut alors l'organe de la droite parlementaire et après les élections de 1870, celui du cabinet d'Anethan (5). D'autant plus normalement que ce dernier, devenu dans l'entretemps président du Conseil d'administration du journal, en avait politiquement en main la direction (6).

(1) Sur D. Stas, P. Nève et les débuts du journal, voir R. FEIBELMAN, *op.cit.*, p. 19-21.

(2) Ce journal fondé en 1830 était devenu la propriété d'un consortium composé de deux journalistes français, A. et N. Briavoine et de B. Dumortier.

(3) Dès le début de 1863, des négociations avaient été entreprises par A. Dechamps, E. Ducpétieux et P. de Meëus pour le rachat du journal. Mais bien que criblé de dettes, P. Nève s'obstinait à ne pas céder. Après le Congrès de Malines où il fut beaucoup question de presse, les trois hommes constitués en *Comité permanent* chargé de réaliser les décisions du Congrès créèrent une *Société de Presse conservatrice* dont le but non équivoque était de racheter le *Journal de Bruxelles*. Agissant auprès des créanciers de Nève, ils finirent par l'acculer à devoir céder.

La réorganisation interne du journal fut entreprise par Ducpétiaux qui remplaça Nève par E. Martini et adjoignit à la rédaction composée essentiellement de E. Erèbe et N. Briavoine, deux journalistes de valeur, A. Delmer et V. Henry. On trouvera en détails toutes les phases de la réorganisation dans M. BLANPAIN, *Le Journal de Bruxelles de 1863 à 1871*, Louvain, 1960, mémoire de licence dactylographié, p. 9 à 23.

(4) Il était composé de F. de Mérode, Alph. Nothomb, Ad. Dechamps, E. Ducpétiaux, P. de Meëus et de Theux (*ibid.*, p. 24).

(5) M. BLANPAIN, *op.cit.*, p. 103-117.

(6) A. DELMER, *Le journal de Bruxelles de 1863 à 1871*, dans *Numéro jubilaire du Journal de Bruxelles*, 1^{er} janvier 1900. Le baron d'Anethan avait d'ailleurs le culte de la « lettre moulée ». Dans ses papiers personnels se trouvent trois gros volumes contenant la plupart des articles écrits par lui dans le *Journal de Bruxelles* de 1849 à 1885. Ces articles ne sont malheureusement pas datés et ce n'est que par recoupements et comparaisons qu'on peut les situer chronologiquement. Notons cependant que le chef de cabinet confiait à Vitzthum, ministre d'Autriche à Bruxelles, qu'il n'avait plus le temps de s'occuper de la presse comme il le faisait avant son entrée dans le ministère (Lettre de V. à de Beust, 13 juin 1871, dans A.E.Bx, *Archives de Vienne* — nous citerons désormais A.E.V. —, 10.945, 1870-74, n^o 59) et que A. Delmer mentionne : « Il (il s'agit de M. de Borchgrave chef de cabinet aux Ministères des Affaires Étrangères) me dit que d'Anethan ne s'occupe plus guère du journal. C'est plutôt Jacobs qui est maintenant en relation avec Erèbe (le rédacteur en chef du *Journal de Bruxelles*) » (dans PAPIERS DELMER, *Journal*, t. 34, 9 juin 1871).

Le roi de Prusse, dans la lettre que nous avons déjà citée (1), avait recommandé à Léopold II de neutraliser l'action « malfaisante » de l'*Indépendance* et de l'*Étoile*. Un moyen efficace était, selon lui, de convaincre « les journaux accrédités » (2) de la vérité. Aussi n'est-il pas étonnant que d'Anethan fit reproduire, dans le *Journal de Bruxelles*, des articles contenant, selon l'expression de Delmer, « des conseils que nous nous administrons à nous-même touchant la neutralité » (3).

Ces mesures n'étaient pourtant pas suffisantes aux yeux du ministre de Prusse à Bruxelles, M. de Balan. Pour le satisfaire, « lui et son gouvernement », le *Journal de Bruxelles* dut s'abonner à un bulletin de nouvelles imprimé à Berlin et en publier de longs extraits dans ses colonnes (4).

D'autre part, la Cour faisait aussi de fortes pressions en ce sens par l'intermédiaire du Comte de Meêus. « Quand on voulait, note A. Delmer (5) faire reproduire dans le *Journal de Bruxelles*, une correspondance ou un article favorable à la Prusse, on l'envoyait du cabinet du Roi avec ces mots écrits de la main de M. Jules Devaux : A. M. Erèbe avec les compliments du Comte de Meêus » (6).

Sans doute les menaces qui pesaient alors sur les destinées de la Belgique étaient trop lourdes pour que l'on puisse hésiter sur les moyens à employer. Mais encore fallait-il n'employer ces moyens que dans de graves circonstances. d'Anethan pensait très justement que « le gouvernement n'est en droit, par exception, de donner son approbation à une certaine ligne de conduite pour la presse qu'en présence des dangers qu'une ligne de conduite opposée pourrait faire courir à la Belgique » (7). Le roi, au contraire, y voyait un principe général, applicable en tout temps.

(1) Voir *supra*, p. 9, note 5.

(2) *Ibid.*

(3) A. Delmer, *Journal*, t. 31, 13 et 16 octobre 1870; t. 32, 7 novembre 1870 (dans PAPIERS DELMER). D'anethan avait envoyé une note au journal ordonnant l'insertion d'un article d'Adolphe Dechamps, ministre d'État et frère de l'archevêque, sur la défaite française.

(4) A. DELMER, *op. cit.* dans *Numéro jubilaire du Journal de Bruxelles*, 1^{er} janvier 1900.

(5) A. Delmer (1835-1915). Ce journaliste dont nous avons cité et citerons plusieurs fois encore le témoignage fut d'abord rédacteur à l'*Universel* (1859), puis rédacteur en chef au *Courrier de Bruxelles* (1862-1890) et conjointement, rédacteur politique au *Journal de Bruxelles* (1863-1871). Sur ce personnage, voir M. BLANPAIN, *op.cit.*, p. 36 et sur son rôle au *Courrier de Bruxelles*, *infra*, p. 17-18.

(6) Note marginale, sans doute postérieure, dans le carnet original (t. 31) à côté de ces lignes du 28 octobre 1870 : « Il paraît qu'on le (Erebe) presse toujours dans certaine région de prendre une attitude pro-allemande. Le roi penche de ce côté et veut peser sur nous par l'intermédiaire de P. de Meêus » (dans PAPIERS DELMER).

(7) Note manuscrite et non datée de d'Anethan, dans PAPIERS D'ANETHAN, Dos-

La correspondance échangée en 1870-71 entre Léopold II et son chef de cabinet est très révélatrice à cet égard. La conception que le souverain se faisait de la liberté de presse ne laisse pas d'être très particulière et de rappeler l'ancien régime. « Je sais, écrivait-il à d'Anethan, que nous sommes dans un pays de complète liberté de la presse, mais je sais aussi qui fait les articles et je sais qu'on peut les enrayer. Ce serait la première fois qu'on verrait un cabinet n'être pas maître de la presse de son parti » (1). Et un jour plus tard : « Il est du devoir du cabinet d'empêcher les organes de la presse sur lesquels il a de l'action d'induire comme elle fait l'opinion en erreur (...) les gouvernements ont pour mission d'éclairer les masses, et non de se laisser complaisamment entraîner par elles dans des voies qu'ils savent dangereuses » (2).

On comprend qu'avec de tels principes de base, énoncés ici à propos de la question militaire mais significatifs en eux-mêmes, on pouvait aller loin. Quand ce n'était pas tel quotidien que le *Journal de Bruxelles* devait tancer vertement (3), c'était telle rectification qu'il devait opérer (4); quand ce n'était pas tel article envoyé par le roi qu'il devait insérer dans ses colonnes (5), c'était tel autre article qu'il devait lui soumettre pour contrôle d'orthodoxie (6).

S'il est des gens qui supportaient très mal les attaches royales et gouvernementales du *Journal de Bruxelles*, c'était bien les ultramontains. Déjà mécontents de l'allure constitutionnelle qu'avait prise, au cours des dernières années, le quotidien bruxellois, ils le voyaient à présent tout à fait soustrait à leur influence et, croyaient-ils, définitivement perdu pour la défense de la religion et des principes catholiques.

Or, la chute de Rome et la conduite du cabinet d'Anethan dans la question romaine allaient encore renforcer ce sentiment de frustration.

sier « Questions politiques », n° 6. Justification de l'insertion au *Moniteur* d'articles de journaux recommandant la neutralité et la modération (non classé).

(1) Léopold II à d'Anethan, 6 mai 1871 (dans PAPIERS D'ANETHAN, n° 23).

(2) Id. à id. 7 mai 1871 (*ibid.*).

(3) Cfr. Léopold II à d'Anethan, 9 et 26 mai, et 8 août 1871 à propos d'articles du *Journal d'Anvers* et de la *Patrie* de Bruges (dans PAPIERS D'ANETHAN, n° 23).

(4) Cfr Jules Devaux, à d'Anethan, 22 janvier 1871, à propos de bruits concernant le rappel de miliciens (*ibid.*).

(5) Léopold II à d'Anethan, 7 mai 1871 : « Ci-joint quelques lignes que je crois qu'il serait bon de faire mettre le plus tôt possible dans le *Journal de Bruxelles* » (*ibid.*).

(6) Jules Devaux à d'Anethan, non datée : « Le roi me charge de vous prier de bien vouloir, comme vous avez eu la bonté de le lui promettre, lui communiquer le projet de l'article destiné au *Journal de Bruxelles* de demain matin » (*ibid.*).

Il n'est donc pas étonnant qu'ils aient resongé au plan, proposé trois ans plus tôt par le jeune Arthur Verhaegen, de miner financièrement le *Journal*, d'en acquérir la majeure partie des actions et de le transformer complètement en un organe de combat catholique (1).

Trois lettres du chef de file de l'ultramontanisme belge, J. de Hemptinne à de Villermont ne laissent guère de doute sur ce projet (2). Mais il fut déjoué; nous le savons par A. Delmer, qui l'apprit de la bouche de J. de Hemptinne lui-même (3).

Cela explique que, déçus par cette ultime tentative (4), les ultramontains aient préféré se rabattre sur un autre projet qui, lui, aboutira à la fin de 1871 : transformer le *Courrier de Bruxelles*, d'hebdomadaire qu'il était, en un quotidien (5).

Quant au *Journal de Bruxelles*, il demeurera lui-même, c.-à-d. l'expression de la droite parlementaire et constitutionnelle. Rôle nécessaire dans la presse catholique belge, ainsi que s'attachait à le montrer, quelques années plus tard, d'Anethan à l'évêque de Liège, Mgr de Montpellier : « Sa disparition laisserait une lacune que ne comblerait ni le *Bien Public*, ni la *Gazette de Liège*. La politique qu'il défend est celle du cabinet : il est l'organe de la majorité conservatrice du Parlement. Tout en se montrant attaché aux principes constitutionnels, il ne s'écarte jamais en matière purement religieuse des enseignements de l'Église. Il est un journal politique et non un journal religieux et peut ainsi faire de la propagande conservatrice en pénétrant là où les journaux exclusivement religieux n'ont pas accès » (6).

(1) M. BLANPAIN, *op.cit.*, p. 56. En 1868, plusieurs plans de réorganisation du *Journal de Bruxelles*, plus conformément aux décisions des Congrès de Malines, furent envisagés mais aucun n'aboutit — Arthur Verhaegen (1857-1917) était le beau-fils de J. Lammens, l'un des co-fondateurs du *Bien Public* (voir *infra*, p. 22). Il fut l'un des promoteurs du mouvement démocrate chrétien et député de Gand-Eecloo à partir de 1900. Sur ce personnage, voir K. VAN ISACKER, *Werkelijk en wettelijk land. De katholieke opinie tegenover de Rechterzijde (1863-1884)*, Anvers, 1955, p. 264-266 et A. VAN HECKE, *Arthur Verhaegen*, dans *Almanach de la Société générale des étudiants catholiques*, Gand, 1914, p. 191-200.

(2) Des 25, 28 et 31 mars 1871 (dans PAPIERS DE VILLERMONT, II, D. 82, farde Gand).

(3) *Journal*, t. 34, 30 juillet 1871 (dans PAPIERS DELMER). Sur J. de Hemptinne (1822-1909), industriel gantois ultramontain, co-fondateur du *Bien-Public* et de la *Croix*, voir A. SIMON, *L'Hypothèse libérale...*, p. 8; sur Ch. A. de Villermont (1815-1893), homme d'affaires et homme politique, publiciste, président des œuvres pontificales et de la Société de St.-Vincent de Paul, voir *Id.*, *Inventaires d'archives (I. des Papiers de Villermont)*, dans *Cahiers du Centre Interuniversitaire d'Histoire Contemporaine*, n° 3, p. 3.

(4) Cfr. M. BLANPAIN, *op.cit.*, p. 44, sur les autres plans de réorganisation du *Journal de Bruxelles*.

(5) Voir plus loin, p. 18.

(6) Lettre du 13 novembre 1874 (copie dans ARCHIVES DE L'ÉVÊCHÉ DE NAMUR, carton n° 11, Épiscopat Mgr. Gravez). — Th. A. de Montpellier (1807-1879) fut évêque de Liège de 1852 à 1879. Voir sur ce prélat A. SIMON, *L'Hypothèse...*, p. 44-45 et *infra*, p. 25-26.

Pour achever ce tour d'horizon de la presse catholique et libérale bruxelloise en 1870-71, il nous faut encore dire un mot de quatre journaux de bien moindre importance sans doute, mais dont l'omission risquerait d'amputer la gamme des reflets de l'opinion publique de quelques réseaux typiques. Ces journaux étaient, en effet, en majeure partie des journaux d'un seul rédacteur, et c'est ce qui leur confère une originalité de pensée et d'expression très particulière.

En premier lieu vient la *Chronique*. Cette petite feuille quotidienne fondée le 15 décembre 1868 par Victor Hallaux (1), journaliste plein d'esprit, avait rapidement connu un franc succès, grâce à son prix très bas et aux articles de la « petite chronique », rédigés par V. Hallaux lui-même ou par l'avocat Achille Renson (Petrus), le futur rédacteur de la *Gazette de Bruxelles* (2). En quelques traits mordants, la « petite chronique » traçait de délicieux croquis de la vie bruxelloise et formulait des critiques qui, souvent, suscitaient d'ardentes polémiques. Une « tribune des lecteurs » permettait d'ailleurs à quiconque d'apporter son témoignage et de donner son avis (3).

Au point de vue politique, la « *Chronique* » ne se cacha jamais de défendre un libéralisme assez avancé, mais aussi opposé aux tendances « républicaines » de l'*Étoile* et de l'*Indépendance* que du doctrinarisme de l'*Écho du Parlement*.

Pendant longtemps, cette feuille devait demeurer un miroir fidèle « des aspirations moyennes de la bourgeoisie bruxelloise, dont elle satisfaisait le goût pour la critique et l'ironie frondeuse » (4).

Le *Courrier de Bruxelles*, fondé en 1861 par H. Goemare, était un hebdomadaire paraissant le dimanche. Depuis 1862, Alexandre Delmer en était le rédacteur en chef et c'est lui qui pratiquement dirigeait le journal, dans le sens d'un ultramontanisme très modéré.

Le *Courrier* avait connu de beaux jours et il avait compté, en 1866, 4.175 abonnés (5). Mais le journal avait peu à peu décliné,

(1) Victor Hallaux (1833-1896). Il fonda en 1856 l'*Uylenspiegel* avec Félicien Rops et fut condamné en 1868 à 8 mois de prison pour avoir publié dans le *Crocodile* un article offensant pour l'empereur à la suite de l'attentat d'Orsini. Avant de fonder la *Chronique*, il collabora à l'*Étoile* (1859) et à l'*Indépendance* (1861). Ces renseignements dans L. BERTELSON, *Dictionnaire des journalistes-écrivains de Belgique*, Bruxelles, 1960, p. 64.

(2) Ce journal commencera à paraître en décembre 1871. Sur A. Renson (1825-1900), voir *ibid.*, p. 98.

(3) A ce titre la *Chronique* est particulièrement précieuse, car elle apporte à l'histoire des témoignages originaux et le point de vue de l'« homme de la rue ».

(4) R. FEIBELMAN, *op.cit.*, p. 26-27 et 31. Si l'on veut connaître un équivalent actuel de la *Chronique*, il faudrait désigner les hebdomadaires *Pan* et *Pourquoi Pas*.

(5) V. Henry, directeur du *Journal d'Anvers*, à A. Delmer, 17 juillet 1871 (dans *PIPIERS DELMER, Cor. Polit., Alexandre Delmer, 1871*).

et en 1870, il n'en comptait plus que 3.000 (1). C'est pourquoi, bien avant que Mgr Cattani, le nonce apostolique, eût demandé à Delmer de faire du *Courrier de Bruxelles* un journal quotidien qui aurait combattu l'influence « néfaste » du *Journal de Bruxelles* (2), Goemare et son rédacteur en chef avaient eu la même idée. Pour des motifs différents du reste. L'éditeur estimait que, réduit à un si petit nombre d'abonnés, le *Courrier* ne lui rapportait plus rien (3). Le journaliste, par lassitude des vexations continuelles dont il était l'objet au *Journal de Bruxelles*, et par conviction que ce serait rendre service à la cause catholique que de créer à Bruxelles un journal indépendant du ministère (4).

Il n'était pourtant nullement question à ce moment de transformer le journal en un organe de combat ultramontain : ce qu'il deviendra à partir du 1^{er} janvier 1872, quand il passera dans les mains de Desclée, de Villermont et Périn. Mais avant cela il aura fallu quatre mois de tractations commerciales entre les actionnaires (5), et plusieurs interventions de Mgr Cattani, de Mgr de Montpellier, évêque de Liège, et de Mgr Gravez, évêque de Namur, auprès de l'archevêque, Mgr Dechamps (6), lequel, travaillé par les influences ministérielles et par la Cour, ne se décidait pas à approuver le projet (7).

(1) A. Delmer, *Journal*, t. 31, 19 octobre 1870, dans PAPIERS DELMER.

(2) Qu'il n'aimait pas et auquel il reprochait par exemple, d'avoir approuvé l'attitude du baron d'Anethan dans la question romaine.

(3) A. Delmer, *Journal*, t. 31, 19 octobre 1870 (PAPIERS DELMER). Le *Courrier* était en fait une entreprise de publicité. Chaque numéro de huit pages, comprenait une page entière de publicité réservée aux livres vendus par l'imprimerie et librairie Goemare. Les dernières nouveautés étaient publiées à la manière de feuillets, en deux ou trois petites pages supplémentaires incorporés au centre du journal. — Après sa réorganisation, en 1875, le *Courrier* et ses éditions (Le *Courrier Belge*, les *Faits Divers*, le *Drapeau Belge* et le *Courrier Missionnaire*) tireront à 30.000 exemplaires par semaine. Voir à ce propos P. VERHAEGEN, *La presse catholique à Bruxelles*, Anvers, 1907, p. 38-39.

(4) Voir A. Delmer, *Journal*, t. 31, 14 septembre, 15 octobre et 19 octobre 1870 (dans PAPIERS DELMER).

(5) Sur les tractations entre Goemare, les frères Delmer, Desclée et Villermont, voir les documents publiés par A. SIMON dans *L'Hypothèse...*, p. 307-317.

(6) V. A. Dechamps (6 décembre 1810-29 septembre 1883). Après être devenu rédemptoriste et avoir occupé dans sa congrégation d'importantes fonctions, il fut nommé évêque de Namur en 1865 et archevêque de Malines en 1867. Voir M. BECQUÉ, *Le Cardinal Dechamps*, 2 vol., Louvain, 1956 et *Biographie Nationale*, t. XXIX, col. 509-516.

(7) Rapporté par Mgr de Montpellier à A. Delmer, dans A. Delmer, *Journal*, t. 34, 29 juillet 1871 (dans PAPIERS DELMER). — Malgré l'approbation donnée, le primat de Malines continuera à se tenir sur ses gardes. Le 9 décembre 1871, il écrira encore à l'Évêque de Liège : « ...on peut marcher. Mais il y a un point où nous devons être prudents. Nous devons soutenir la bonne presse, mais aucun journal, même le meilleur, ne peut et ne doit être donné comme le *Journal de l'Épiscopat*. Les meilleurs journalistes, Veuillot l'avoue, écrivent sur les genoux, au jour le jour, et nous ne pouvons être responsables de

Enfin, nous citerons encore la *Cloche du Dimanche*, journal fondé et dirigé par Guillaume Lebrocqy (1) qui ferrailait continuellement avec les feuilles libérales, spécialement la *Chronique*, et la *Paix*, quotidien dans lequel un vétéran de la plume, Jean-Baptiste Coomans défendait avec indépendance ses idées, notamment un antimilitarisme acharné (2).

II. Les revues.

La guerre franco-allemande n'avait pas été favorable qu'aux journaux. Elle avait profité aussi aux revues éditées en Belgique. « Il faut bien le dire, nous cédions trop souvent à un véritable engouement pour toutes les publications françaises. Elles nous inondaient et empêchaient les productions belges de se développer. Mais voilà bientôt six mois que nous sommes privés des publications étrangères : en sommes-nous plus mal? (...) Ce n'est pas parce qu'un article est daté de Paris qu'il vaut mieux, et n'ayons pas la sottise modeste de croire que nous resterons toujours en-dessous de nos voisins ». Cette notation de la *Gazette de Liège* (3) reflète l'impression générale en 1871. Le quotidien liégeois la donnait à propos d'une publication qui avait particulièrement le vent en poupe : la *Revue Générale* (4).

De tendance catholique libérale (5), cette revue avait eu sa part d'action dans le mouvement qui, en 1870, avait appelé à la

leurs bévues, ni même toujours de leurs vues » (dans ARCHIVES DE L'ÉVÊCHÉ DE NAMUR, Carton 11, Episcopat Mgr Gravez, porte en note : communication officielle à Mgr de Namur).

(1) G. Lebrocqy (1835-1880) fonda la *Voix du Luxembourg*, fut rédacteur en chef de l'*Union de Dinant*, devint représentant de la *Société générale de Librairie catholique* (Palmé et Cie), fonda la *Cloche*, son journal, le 22 décembre 1867 et s'y consacra entièrement. Sur ce personnage, voir H. HENRY, *Journalisme et politique, recueil de notes et souvenirs*, Namur, 1929, p. 36-37.

(2) J. B. Coomans (1813-1880). Avocat, membre de la Chambre des Représentants (député de Turnhout), collaborateur d'une série de journaux et revues (*Journal des Flandres*, *Revue de Bruxelles*, la *Belgique*, le *Journal de Bruxelles*, le *Courrier d'Anvers*, l'*Émancipation*). Fonda le 24 août 1862 la *Paix*. Voir la *Bibliographie Nationale*, t. I, p. 185-186.

(3) 28-29 janvier 1871.

(4) Sur la fondation, par Ducpétiaux, en 1865, de la *Revue Générale*, voir P. VERHAEGEN, *op.cit.*, p. 30-33, DE HAULLEVILLE, *Un gentilhomme de Lettres, Prosper de Haulleville*, Louvain, 1935, p. 117, Ch. WOESTE, *Le Cinquantenaire de la Revue Générale*, dans *Revue Générale*, 1915, p. 7-8 et A. SIMON, *L'Hypothèse...*, p. 274-5 et 287-8.

(5) Bien que certains collaborateurs étaient ultramontains (Arendt, della Faille, Périn), elle était de tendance catholico-libérale. Toutefois cette tendance ne se dégagait tout à fait nettement que sous la direction de P. de Haulleville, à partir de 1874.

tête du pays un cabinet catholique (1). Son directeur, l'avocat Charles Woeste, était, malgré sa jeunesse, l'un des représentants les plus en vue du parti catholique (2).

Son comité de rédaction comprenait une pléiade d' « hommes de poids », tels V. Jacobs, ministre des Finances du cabinet d'Anethan, L. de Monge, professeur à Louvain, A. Neut, directeur de la *Patrie* de Bruges, J. Domis de Semerpont, secrétaire du ministre de la Justice, L. Ruzette, commissaire de l'arrondissement d'Ypres, et P. de Haulleville, publiciste connu (3).

Ces diverses causes eurent pour résultat de placer la *Revue Générale* en un rang comparable à celui que tenait en France le *Correspondant* (4), et son influence ne cesserait d'augmenter dans la suite (5).

On ne peut en dire autant de la *Revue catholique* de Louvain (6). « Recueil religieux, philosophique, scientifique, historique et littéraire » elle embrassait un trop large horizon intellectuel que pour garder une unité d'intérêt. Et surtout, tiraillée entre ultramontains et catholiques libéraux, elle reflétait les tendances assez hybrides des professeurs de l'université.

Le Bien Public déplorait cette situation, qui écrivait : « Nous voudrions voir la *Revue catholique* prendre un caractère plus militant, s'associer un peu plus aux grandes luttes qui se débattent tous les jours dans la presse et dans les idées, traiter en un mot, les questions d'actualités qui occupent le monde. Nous voulons croire que la *Revue* ne s'intéresse pas seulement à un petit nombre de lecteurs mais qu'elle a la prétention de devenir en Belgique la vraie revue catholique (...) comme celle-ci est la seule de ce genre que possède la Belgique, il importe de lui donner toutes les améliorations possibles pour en faire, entre les mains habiles qui la dirigent, une œuvre de défense de l'Église et de ses doctrines » (7).

(1) *Le Français*, 3 juin 1871, cité par la *Patrie*, 7 juin 1871.

(2) Sur C. WOESTE (1837-1922), député, voir *Biographie Nationale*, t. XXVII, col. 382-392.

(3) *Echo du Parlement*, 7 décembre 1870, confirmé par P. VERHAEGEN, *op.cit.*, p. 32-33.

(4) *Le Français*, 3 juin 1871. *Revue des catholiques libéraux français*, le *Correspondant* groupait des collaborateurs aussi remarquables que Montalembert, Falloux, de Broglie et Cochin. Il cessa de paraître durant la guerre et reparut le 25 juin 1871 (cfr. la *Patrie*, 29 juin 1871).

(5) Sous l'impulsion de P. de Haulleville, la *Revue Générale* aura jusque 3.700 abonnés. Voir DE HAULLEVILLE, *op.cit.*, p. 117.

(6) Fondée à Liège en 1843, éditée à Louvain dès 1846, remaniée en 1869. A cette occasion, le tome XXVII de la nouvelle collection devint le tome I de la nouvelle série.

(7) *Le Bien Public*, 30 décembre 1870.

Ces vœux du *Bien Public* sont significatifs de la tendance qu'auraient voulu imprimer à la revue louvaniste nombre d'ultramontains. Ils n'y parvinrent pas. Au contraire, la *Revue catholique* allait prendre des positions constitutionnelles qui devaient provoquer le départ de Périn en 1875 (1).

A côté de ces deux revues destinées à un public lettré et restreint, on ne peut que citer l'*Economie chrétienne*, l'organe de la « Fédération des Sociétés ouvrières catholiques belges », évidemment axée sur les problèmes sociaux (2) et les *Précis Historiques*, continuation du *Journal historique et littéraire*, mais en plus édifiant, dirigés par les Pères Jésuites (3).

Enfin disons que la *Revue de Belgique*, l'organe du libéralisme belge, placé sous la direction de professeurs de Bruxelles, Gand et Liège ne s'intéressait, à l'époque qui nous occupe, qu'à des sujets scientifiques en dehors de l'actualité. Il faudra attendre 1874, pour que parallèlement à la *Flandre Libérale*, cette revue devienne le flambeau du libéralisme anticlérical (4).

III. Les journaux de province.

La presse de province était numériquement importante en 1870-1871 (5). Sans doute, et sauf exception (6), son rayonnement était-il limité : à une province, à un arrondissement, voire à une ville. Mais l'influence que cette presse exerçait dans son secteur n'en était pas moins considérable. Depuis plus d'une décade, l'emploi courant du télégraphe avait permis la transmission rapide des nouvelles en province, et avait ainsi favorisé les journaux urbains qui pouvaient soutenir la concurrence de leurs confrères bruxellois avec d'autant plus de succès que ceux-ci parvenaient tard aux abonnés (7).

Il est vrai d'ajouter que, dans les villes de province, cette influence

(1) Périn ne supportait pas que le chanoine Moulart persiste à y défendre sa doctrine constitutionnelle des rapports entre l'Église et l'État. Voir sur cet incident Moulart, M. BECQUÉ et A. LOUANT, *Le dossier « Rome et Louvain » de Charles Périn*, dans *Revue d'Histoire Ecclésiastique*, t. L, 1954, p. 36-124.

(2) Voir à ce sujet K. VAN ISACKER, *Werkelijk...*, p. 120-127.

(3) Cfr P. VERHAEGEN, *op.cit.*, p. 33.

(4) Cfr K. VAN ISACKER, *op.cit.*, p. 175-177.

(5) Cfr PH. BOURSON, *op.cit.*, t. III, p. 380-382.

(6) Comme le *Bien Public*, le *Journal de Liège* et peut-être la *Gazette de Liège*.

(7) Voir à ce sujet une correspondance de Léon (?) à Frère-Orban, du 4 août 1859 (dans A.G.R.B., *Papiers Frère-Orban*, n° 693).

n'était pas exclusive : le bourgeois pouvait se permettre d'acheter chaque jour plusieurs journaux, dont un bruxellois, et l'ouvrier trouvait fréquemment à l'estaminet, où elles étaient envoyées pour la propagande, diverses feuilles de la capitale (1). Par contre, dans les campagnes où ils pénétraient seuls, les quotidiens ou périodiques provinciaux jouissaient d'une quasi-exclusivité.

* * *

« La seule feuille catholique belge qui ait une ligne de conduite droite ». Ainsi s'exprimait le très libéral *Précurseur d'Anvers* à l'égard de son confrère ultramontain, le *Bien Public* (2).

Bien plus tard, un autre adversaire du journal catholique gantois, la *Flandre Libérale* dirait à son tour : « Il n'a jamais été le journal d'un ministère, ni d'une minorité, mais le journal d'une idée. Et en défendant cette idée, il a suivi une ligne de conduite d'une remarquable rectitude » (3).

Le *Bien Public* était en effet, aux yeux de ses fondateurs (4) et demeurait pour ses collaborateurs (5), un véritable apostolat auquel ils consacraient et leur temps, et leurs forces et leur propre fortune (6). Davantage même : une sorte de nouvel ordre militaire dont le but essentiel était de défendre l'Église et son chef. « Le journal est un clairon qui sonne au loin, dans les camps endormis, le signal du combat. C'est aux soldats de se lever, de prendre les armes et de marcher en avant ». Ce texte de 1870 n'est-il pas significatif? (7).

(1) Très révélateur à ce sujet est le dossier 693, déjà cité, des *Papiers Frère-Orban*, aux A.G.R.B. où est exposé le plan de la propagation de l'*Écho du Parlement*.

(2) Le *Précurseur d'Anvers*, 22 septembre 1871. Sur le *Bien Public*, voir entre autres : *Le Cinquantenaire du Bien Public 1853-1903*, Gand, 1903; A. VERHAEGEN, *Jules Lammens et les œuvres catholiques*, Gand, 1909; K. VAN ISACKER, *Werkelijck...* passim; A. SIMON, *L'Hypothèse...*, p. 277-278 surtout.

(3) 24 octobre 1885.

(4) Il fut fondé à Gand en 1853 à l'invitation de Mgr Delebecque et avec la collaboration de J. de Hemptinne, J. Lammens, H. della Faille d'Huysse, E. Solvyns, J. B. d'Haene-Steenhuyze, J. et F. Vergauwen, Voir dans PAPIERS VERHAEGEN-LAMMENS, le carton n° 7.

(5) Aux précédents, il faut ajouter le « Veillot belge », Guillaume Verspeyen, qui devint rédacteur en chef à partir de 1860 et pendant 43 ans défendra avec acharnement les thèses ultramontaines. Voir sur ce personnage L. BERTELSON, *op. cit.*, p. 125.

(6) « Le *Bien Public* a été fondé dans une pensée de pur dévouement à la Sainte Église et aux intérêts catholiques (...) le caractère de désintéressement fait sa principale force (...) Cette œuvre (...) occupe une large part de mes affections et absorbe pour ainsi dire tous mes loisirs » (J. Lammens à Kervyn de Lettenhove, 11 septembre 1871, dans PAPIERS VERHAEGEN-LAMMENS, c. 7).

(7) N° du 22 novembre 1870.

L'esprit combatif n'allait pas sans écarts de langage (1), sans intransigeance, voire parfois sans un certain fanatisme. Mais si les méthodes étaient discutables, on ne pouvait suspecter la sincérité des rédacteurs du *Bien Public*: elle était entière (2).

Quelle était la situation du journal gantois en 1870? A en croire J. de Hemptinne, elle était excellente. « Le *Bien Public* écrivait-il à de Villermont, s'est développé de manière extraordinaire. Son tirage est de 2.000 » (3). Ce chiffre avancé au début de l'année, devait sans doute monter dans les derniers mois de 1870, quand le journal participerait à la prospérité générale dont jouirait alors la presse belge. Signalons qu'en l'occurrence, le *Bien Public* avait une fois de plus manifesté avec force son indépendance en protestant contre la prétention non dissimulée du gouvernement belge de museler la presse. « Un journal reste debout au milieu de la prostration générale » notait en le désignant A. Delmer dans son carnet personnel (4).

Si l'on doit se poser la question : « Jusqu'à quel point un journal influence-t-il l'opinion publique? », c'est bien à propos du *Bien Public* qu'il faut le faire. Tirer à 2.800 exemplaires, voire à un millier de plus (5), c'est relativement peu. L'influence réelle d'un quotidien ne se mesure pourtant pas nécessairement au nombre d'exemplaires plus ou moins grand qu'il en paraît journalièrement. Elle est fonction d'une série de facteurs, entre autres du public dans lequel le journal est diffusé, et de la valeur qu'on accorde à ses avis.

Or il est incontestable que, à cette époque comme plus tard, le *Bien Public* était lu par une grosse partie du clergé belge. Soit directement, et c'est le *Journal de Liège* qui note « qu'on est surpris

(1) « Il y a du plaisir à discuter avec le *Bien Public* de Gand. C'est une feuille catholique sincère, honnête, exprimant ses convictions avec talent. Il est regrettable qu'avec ces qualités, elle n'ait pu éviter le travers propre aux polémistes cléricaux de lancer des bordées d'injures à ceux qui ne sont pas de leur avis » (*Précurseur d'Anvers*, 22 sept. 1871).

(2) A. SIMON, *L'Hypothèse...*, p. 277.

(3) La lettre est datée de la fête de S. Timothée 1870, donc du 24 janvier 1870 et se trouve dans les PAPIERS DE VILLERMONT II, D. 82, farde Gand. De Hemptinne ajoutait : « J'espère que nous pourrions recueillir quelques unes des épaves du *Catholique* ». Ce journal, de nette tendance ultramontaine, fut fondé en 1865 et disparut au début de 1870.

(4) Dans PAPIERS DELMER, *Journal*, t. 31, 16 octobre 1870. Pour lui, le B.P. était le seul journal qui s'était « montré digne ».

(5) Outre l'incidence de la guerre franco-allemande, une autre circonstance a pu déterminer une plus large diffusion du *Bien Public* au début de 1871. Selon le correspondant bruxellois, généralement bien renseigné, du *Journal de Liège*, il semble qu'à cette époque il y eut de nombreux désabonnements au *Journal de Bruxelles* par suite de l'attitude trop libérale de d'Anethan, ce dont aurait bénéficié le journal gantois. Voir le *Journal de Liège*, 4 avril 1871 (Cor. Bx. 2 avril).

de rencontrer même dans les hameaux les plus reculés des exemplaires du *Bien Public*, au moins chez le curé » (1). Soit indirectement, par les nombreuses citations que les autres journaux ultramontains de province faisaient des articles de fond de leur confrère gantois. Il n'est pas moins incontestable, que non seulement le *Bien Public* représentait et orientait fermement la portion ultramontaine de l'opinion catholique, mais même, comme le dit à propos l'historien des origines du catholicisme social en Belgique, qu'il dirigeait l'opinion tout court « par ses avis qui pèsent lourd dans la balance » (2).

Cette énorme influence jointe à l'orthodoxie religieuse et au zèle apostolique de ses rédacteurs expliquent que l'épiscopat et la nonciature se soient souvent servis du *Bien Public* comme d'un moyen de diffusion sûr et efficace et qu'en contrepartie ils en aient recommandé la lecture à leurs obligés ou leurs ouailles (3). Ce qui ne permet toutefois pas d'inférer à une intervention systématique des évêques et du nonce dans l'orientation du *Bien Public*, comme l'insinuaient continuellement les quotidiens libéraux.

Les concurrents locaux du journal catholique, la *Flandre* et le *Journal de Gand*, étaient loin d'avoir une audience comparable. Le premier, organe de la fraction radicale gantoise, fusionna d'ailleurs, après une brève existence, avec le second, de tendance nettement doctrinaire, le 31 mars 1871. Il se constitua alors une *Société de la presse libérale gantoise* pour la publication du *Journal de Gand* et de la *Stad Gent* (4).

Bien que l'opinion radicale continuât à être représentée au sein

(1) 4 avril 1871.

(2) R. REZSOHAZY, *Origines et formation du catholicisme social en Belgique, 1842-1909*, Louvain, 1958, p. XV.

(3) Dans les fardes « *Évêques belges* » et « *Cardinaux belges* » des PAPIERS VERHAEGEN-LAMMENS, se trouvent plusieurs lettres très révélatrices à cet égard. Tantôt c'est le nonce Cattani qui signale à J. Lammens que « parmi les nombreux abonnés il y en a pas mal à Bruxelles et ailleurs que je vous ai envoyés » (lettre du 31 décembre 1869), qui lui communique une lettre d'Antonelli et demande de la publier « comme une correspondance particulière de Rome » (lettre du 26 décembre 1870) ou qui lui suggère un petit article de fond sur « les horreurs qui se commettent à Rome » dans le but de « secouer de plus en plus les catholiques et les gouvernements » (lettre du 20 mars 1871). Tantôt c'est l'archevêque Dechamps qui lui demande l'insertion d'« une lettre d'un ami » (lettre du 27 novembre 1870) ou qui lui envoie des informations sur un meeting catholique aux U.S.A. (lettre du 5 décembre 1870). Tantôt enfin c'est l'Évêque de Tournai, Mgr. Dumont, qui lui demande d'envoyer pour ses tournées de confirmation « une liste des abonnements que le B.P. aurait perdus dans le diocèse » ou sinon de lui dire « dans quels cantons les abonnements ont diminué » (lettre du 13 janvier 1874).

(4) Sous la firme Aug. Van de Weghe et Cie, au capital de 50.000 Fr. représenté par 60 actions privilégiées et 40 actions de dividende, chacune de 500 Fr. Tous ces renseignements dans le *Bien Public* du 5 avril 1871.

du Conseil d'Administration, les doctrinaires y tenaient le haut du pavé, avec en tête et comme principal actionnaire, le comte de Kerckove de Dentergem (1), président de l'association libérale de Gand.

Rédigé par H. E. Landoy (2), le *Journal de Gand* était, quant au ton et à l'idéologie, une antithèse du *Bien Public*. En un style mordant et quelque peu voltairien, il défendait non sans talent, les vieilles thèses d'un libéralisme bourgeois et anticlérical hérité de son père, le *Messenger de Gand*. Après 1874, année de la fondation de la *Flandre Libérale*, il sera néanmoins dépassé par ce nouveau quotidien dont l'anticléricalisme ralliera les libéraux de toute nuance (3).

A Liège, trois journaux, un catholique et deux libéraux, se partageaient l'opinion : la *Gazette de Liège*, le *Journal de Liège* et la *Meuse*.

Si l'histoire de la *Gazette de Liège* nous est assez bien connue de 1840 à 1863, année de la mort de son fondateur, Joseph Demarteau I (4), il n'en est pas de même pour les années qui suivent, où les renseignements sont peu abondants (5).

En 1870-71, le journal catholique liégeois passait pour « l'organe de l'épiscopat ». Peut-on souscrire à cet avis des feuilles libérales? Une notation d'Alexandre Delmer nous porte à croire qu'en réalité — et à la différence du *Bien Public* —, il en était bien ainsi. Quand il se rendit à Liège pour rencontrer Mgr de Montpellier, dont il espérait obtenir l'adhésion pour la réorganisation du *Courrier de Bruxelles*, l'ex-rédacteur du *Journal de Bruxelles* fut mis au courant par un ami, un certain E. Poncelet (6), du « dessous des cartes » à la *Gazette*. Le soir, il écrivait dans son carnet : « Voici l'échelon de

(1) *Bien Public*, 19 août 1871. A ses côtés figuraient les doctrinaires A. de Meulemeester, de Bast et Met de Penningen, le modéré de Maëre et le radical Rolin-Jacquemyns (*ibid.*).

(2) Henry-Eugène Landoy (18 octobre 1816-16 mars 1890). Français d'origines collabora aussi à l'*Observateur*, au *Journal de Bruges*, au *Journal de Charleroi*, et à l'*Office de Publicité* dans lequel il signait Bertram. Voir la *Bibliographie Nationale*, t. II, p. 419.

(3) Sur les débuts « fracassants » de la *Flandre Libérale* voir K. VAN ISACKER, *op.cit.*, p. 174-175.

(4) Il faut distinguer : J. Demarteau I († en 1863), J. D. II († en 1910), J. D. III († en 1959) et J. D. IV, l'actuel directeur. Sur les débuts de la *Gazette de Liège*, voir A. VERMEERSCH, *Bijdragen tot de geschiedenis van de belgische pers, 1830-1848*, dans *Cahiers du Centre Interuniversitaire d'Histoire Contemporaine*, n° 4, Louvain-Paris, 1958, p. 55-61, et sur l'histoire du journal, J. DEMARTEAU (III), *Liégeois d'il y a cent ans: Le fondateur de la « Gazette de Liège » (1810-1863) et son temps*, Liège, 1956.

(5) J. DEMARTEAU (IV), *Les cent ans de la Gazette de Liège*, in *Liber Memorialis, Gazette de Liège, 1840-1940*, Liège, s.d., est la seule source accessible.

(6) Nous n'avons malheureusement pu trouver aucun renseignement sur ce personnage.

pouvoirs qui la (*Gazette de Liège*) dirigent : Demarteau (1), P. Crombet (2), Lupus (3) et l'évêque. Elle est donc entièrement sous la main de l'évêché » (4). L'aveu est précieux et il permet de comprendre les positions extrêmes que prendra, dans le problème de l'hypothèse libérale notamment, la feuille liégeoise. Mgr de Montpellier ne faisait-il pas figure avec Mgr Gravez de Namur, du plus ultramontain des prélats belges? (5).

Nous avons déjà parlé du *Journal de Liège* qu'inspirait dans une large mesure le leader du parti libéral, M. Frère-Orban (6). Celui-ci ne dédaignait même pas de lui envoyer très fréquemment des correspondances de Bruxelles, selon la *Gazette de Liège* (7) qui répète plusieurs fois ses insinuations. Sans en être tout à fait certain, on peut en tout cas faire remarquer que le style et la valeur politique de ces correspondances bruxelloises sont souvent remarquables et qu'il n'y aurait rien d'étonnant qu'elles fussent de la main du grand libéral.

Propriété de la famille Desoer (8) depuis la fin du XVII^e siècle, le *Journal de Liège* l'était toujours en 1870-71 (9). Il était dirigé par un professeur de l'Université de Liège, J. L. Trasenster (10) et défen-

(1) Il s'agit donc de J. Demarteau II, directeur de 1863 à 1910.

(2) P. Crombet est de fait cité parmi les collaborateurs politiques de cette époque avec Cornesse et Collinet, par J. DEMARTEAU dans *Les Cent ans...*, p. IX.

(3) J. Lupus (29 août 1810-2 mars 1888). Fondateur de l'*Ami de l'Ordre* (voir *infra*, p. 35-36) et conseiller de de Montpellier. Accompagna celui-ci après sa nomination au siège épiscopal de Liège (septembre 1852). Rédigeait tous les mandements et toutes les circulaires pastorales d'après les idées et le plan que lui donnait son évêque dont il partageait entièrement les idées politiques et religieuses. Delmer disait de lui : « Physiquement il n'a rien de rébarbatif si ce n'est les paupières rougies d'où s'échappe un regard violent et inquiet (...) Sur les principes, il est cassant; sur les hommes je l'ai trouvé d'une extrême sévérité » (PAPIERS DELMER, *Journal*, t. 34, 29 juillet 1871). Sur ce personnage, voir J. DARIS, *Le diocèse de Liège sous l'épiscopat de Montpellier*, Liège, 1892, p. 185-188.

(4) *Journal*, t. 34, 24 juillet 1871. Il faut entendre ces lignes dans le sens d'une orientation religieuse et politique et non financière. Le journal comprenait du reste deux comités, un politique et un financier et ce dernier s'occupait simplement de la gestion matérielle. Voir J. DEMARTEAU, *Les cent ans...*, p. VIII.

(5) Sur cet aspect de Montpellier, voir A. SIMON, *L'Hypothèse...*, p. 44-45.

(6) J. DEMARTEAU, *Liégeois...*, p. 145 et J. GARSOU, *op.cit.*, p. 316 et 319.

(7) 21 mars et 16 mai 1871 surtout.

(8) Sur le *Journal de Liège*, voir H. DESOER, *Album édité à l'occasion du 2^e centenaire de la maison Desoer*, Liège, 1950; J. STIENNON, *Une dynastie d'imprimeurs liégeois, les Desoer*, dans la *Vie Wallonne*, XXIV, 1950, p. 1 et suiv.; A. VERMEERSCH, *op. cit.*, p. 69-73 (jusqu'en 1848).

(9) Il ne se constituera en Société Anonyme qu'en 1920. Cfr. J. DEMARTEAU (III), *La presse au pays de Liège*, Liège, 1927, p. 39.

(10) Jean-Louis Trasenster (10 février 1816-1 janvier 1887). Les *Papiers Frère-Orban* aux A.G.R.B. contiennent deux liasses (doss. n° 1041 à 1062) de lettres adressées de 1858 à 1886 par Frère-Orban à Trasenster. Nouvelle preuve de son influence sur le *Journal de Liège*.

daît un libéralisme doctrinaire très entier, propre à son inspirateur.

Quant à la *Meuse*, « le frère siamois » du précédent (1), elle avait été fondée en 1855 par les chevaliers Léon et Charles de Thier, et un groupe d'hommes politiques, industriels, financiers et gens du monde (2).

Longtemps ce journal sera dirigé par Léon de Thier, dans le sens d'un libéralisme plus modéré que celui des feuilles inspirées par Frère-Orban. Ceci, nonobstant le fait que son correspondant bruxellois n'était autre que le rédacteur en chef de l'*Écho du Parlement*, Louis Hymans (3).

A Anvers, trois quotidiens surtout représentaient l'opinion de la bourgeoisie : le *Précurseur d'Anvers*, het *Handelsblad*, et le *Journal d'Anvers*.

Fondé en 1836 par A. Morel, un directeur d'assurances maritimes, qui avait eu l'idée de transformer son bureau de renseignements en bureau de rédaction (4), tenant ses lecteurs bien au courant du mouvement des affaires à Anvers par des pages, voire des bulletins spéciaux, piquant leur intérêt par des romans feuilletons, le *Précurseur* avait connu dès les premières années d'existence un rapide succès dans tous les milieux commerciaux et financiers anversois (5). Libéraux comme catholiques appréciaient par ailleurs sa volonté de se tenir à l'écart de la politique et de ne prôner que des solutions unionistes quand il fallait prendre parti (6).

Montrant déjà ses sympathies libérales au moment des élections de 1847, soutenant, mais de loin, les cabinets libéraux, le *Précurseur* ne prendra radicalement position qu'en 1863, quand il deviendra la propriété de la société P. A. de la Montagne. Il sera alors surveillé par un comité groupant des personnalités libérales anversoises comme G. Van Havre, V. Lynen, H. Dewever, Vanderlinden (ancien échevin) et J. Loos (ancien bourgmestre). Alphonse Van Camp (7) en assumera

(1) *La Patrie*, 6-7 mars 1871 : « Les deux frères siamois du doctrinarisme liégeois, le *Journal de Liège* et la *Meuse* ».

(2) J. DEMARTEAU, *La presse...*, p. 42.

(3) « Le petit M. Hymans, le correspondant bruxellois de la *Meuse* » (*Gazette de Liège*, 1^{er} août 1871). Ce fait est confirmé par la *Bibliographie Nationale*, t. II, p. 287.

(4) L. TORFS, *Tijdsmatig register der periodische drukpers te Antwerpen*, dans *Annales de l'Académie royale d'archéologie de Belgique*, t. XXVIII, 2^e série, 1872, p. 575-576.

(5) F. PRIMS, *De katholieke dagbladpers te Antwerpen*, Anvers, 1935, p. 55.

(6) *Ibid.*, p. 85. L'auteur note qu'une des causes de succès chez les catholiques fut que : « Er kleeft immers geen orangistische smet aan zoals aan het *Journal d'Anvers* ».

(7) A. Van Camp (9 mars 1836-4 mai 1897). Avocat. Directeur général de l'enseignement supérieur, des Sciences et des lettres. Collaboration : *Revue de Belgique* (1856-1865),

la direction politique, et E. Landoy, rédacteur au *Journal de Gand*, de même que l'avocat Victor Arnould (1) y collaboreront.

A partir de ce moment le *Précurseur* prendra une allure de plus en plus doctrinaire et anticléricale qui l'apparentera à l'*Écho du Parlement* et au *Journal de Liège*. Ce durcissement politique continu provoquera, en 1868, la démission du comité de rédaction de V. Arnould, qui passera à la *Liberté* (2). Témoignage, parmi d'autres, de la scission qui sera une des causes de la défaite libérale aux élections de 1870...

Het Handelsblad qui avait d'abord été *De Schelde* fut fondé en décembre 1844 par J. P. Van Dieren, Van Tichelt et Dillen (3). Son but? Le titre du journal (un tri-hebdomadaire) l'indiquait suffisamment. Mais il s'agissait tout autant de défendre sur le plan politique et sur le plan linguistique les intérêts des catholiques anversois, peu ou mal représentés par le *Journal d'Anvers* et le *Précurseur* (4). Dirigé et rédigé avec talent par L. J. Vleschouwer (5), puis surtout à partir de 1849 par le fameux Auguste Snieders (6), la feuille catholique flamande (7) ne devait pas abandonner l'unionisme cher à une certaine bourgeoisie anversoise avant 1857, moment où la « loi des couvents » déclencha l'émeute libérale.

Alors Snieders se lança à fond dans la bataille et fit montre de ses dons de polémiste, répondant ainsi au souhait de ses lecteurs.

L'adoption d'une position catholique bien nette venait malheureusement fort tard. A Anvers, on était « à gauche » depuis longtemps dans le domaine des organisations politiques, et avec la trêve imposée par ce nouvel unionisme que serait le *Meeting*, les catho-

Revue trimestrielle, *Revue critique* (1860-61), *La libre recherche* (1861), *Noord en Zuid* (1859), le *Congrès libéral* (1858-59), l'*Observateur belge* (1858). Il dirigera le *Précurseur* jusqu'en 1878. Voir la *Bibliographie Nationale*, t. 4, p. 44.

(1) Sur ce personnage, cfr. *infra*, p. 38.

(2) Voir les deux lettres expliquant sa démission dans le *Précurseur d'Anvers* du 20 janvier 1868. Nous tenons ce renseignement de même que plusieurs qui précèdent, de M. le professeur J. Bartier et de M. L. Wils. Ce dernier vient de publier : *De Liberale Antwerpse Dagbladen, 1857-1864* (Cahier 26 du Centre interuniversitaire d'Histoire contemporaine), Louvain-Paris, 1962; voir en particulier, p. 46-47.

(3) F. PRIMS, *Hondzrd jaren geschiedenis van het Handelsblad van Antwerpen*, dans *Jubelalbum van het « Handelsblad van Antwerpen », 1844-1944*, Anvers, 1947, p. 16-17.

(4) *Id.*, *De katholieke dagblaadpers te Antwerpen*, p. 59.

(5) *Ibid.*, p. 60.

(6) A. Snieders (8 mai 1825-17 novembre 1904). Typographe devenu journaliste puis écrivain. Rédacteur en chef du *Handelsblad* pendant plus de 50 ans. Écrivain de talent et auteur de plusieurs romans. Voir la *Biographie Nationale*, t. XXIII, col. 32-34 et plus récemment M. VAN DEN BROUCKE, *De journalist August Snieders over zichzelf*, dans *De Vlaamse Gids*, t. XXXIX, 1955, p. 176-187.

(7) Devenue quotidienne en 1848.

liques anversoises ne regagneraient pas le terrain perdu avant 1857 (1).

Snieders n'en continuerait pas moins à faire de son *Handelsblad* l'organe catholique flamand le plus important de tout le pays (2) confondant dans un même idéal catholicisme et flamingantisme (3).

Au *Journal d'Anvers* (4), la direction appartenait depuis le 26 avril 1871 à l'ami intime d'Alexandre Delmer, Victor Henry (5). Ancien rédacteur de l'*Universel* — feuille catholique aux tendances progressistes qui n'avait vécu que deux ans (6) — ses opinions étaient foncièrement celles d'un démocrate, mais d'un démocrate convaincu de la nécessité de les appuyer sur le principe catholique en dehors duquel tout est chimère (7). Au point de vue proprement religieux, Victor Henry nourrissait, comme A. Delmer, une véritable dévotion à Pie IX; mais il détestait l'ultramontanisme autoritaire et exclusif que pratiquaient, selon lui, les gens du *Bien Public* (8).

Homme droit, généreux et actif, le nouveau directeur fut déçu en arrivant au *Journal d'Anvers*. Il notait le premier soir : « Mauvais état des lieux. Désordre, saleté et farniente. Trop de monde et pas de travailleurs sérieux. Des conversations sans fin et pas d'articles » (9)

D'autre part il confiera à Delmer qu'il avait des rapports tendus avec son prédécesseur F. Delaet et son père (10). Ceux-ci ne voulaient-

(1) F. PRIMS, *Honderd jaren...*, p. 26. Mgr Van den Berghe, directeur de l'Institut St.-Boniface d'Ixelles, disait à ce sujet à J. de Hemptinne (28 mai 1865) : « Quant au grand nombre de catholiques, ils vont par d'autres chemins. La question des fortifications les occupe seulement et leur politique est de constituer un parti de l'*Union*; ils croient devoir éviter les discussions de questions qui pourraient diviser ceux que des intérêts communaux a unis » (cité par A. SIMON, *Hypothèse...*, p. 188). Voir aussi J. Domis de Semerpont à A. Neut, 31 mai 1872 : « Le Meeting n'est plus qu'un monstre chinois qu'il aurait fallu depuis longtemps mettre à la remise (...). C'est le parti catholique qu'il fallait organiser à Anvers (...) dans le même sens où vous l'entendez si bien à Gand » (dans *Papiers A. Neut*, A.G.R.B., farde Domis).

(2) Het *Handelsblad* était lu dans toute la province d'Anvers et probablement aussi dans le Brabant flamand et le Limbourg. Avec de *Stad Gent* (cfr p. 24), c'était le seul organe d'expression flamande à atteindre le cadre provincial vers les années 1870-1871 (Renseignements communiqués par M. Wils).

(3) *Biographie Nationale*, t. XXIII, col. 33.

(4) Sur la création de la feuille (1811) et ses premières années d'existence, voir F. PRIMS, *De katholieke dagbladpers te Antwerpen*, Anvers, 1935, p. 37 et 55, et J. B. VERVLIEET *Journaux et périodiques d'Anvers, 1605-1867*, Bruxelles, 1891, p. 8-10.

(5) Sur V. Henry (1832-1892), voir surtout l'ouvrage de son fils, HUBERT HENRY, *Journalisme et politique*, Anvers, 1929, qui contient un certain nombre de détails intéressants.

(6) L'*Universel* parut du 1^{er} août 1859 au 15 décembre 1861. P. de Haulleville, A. Delmer, G. Lebrocqy et E. Martini y collaborèrent.

(7) H. HENRY, *op.cit.*, p. 150, citant J.-B. Nothomb.

(8) V. Henry à A. Delmer, 11 septembre 1871, dans PAPIERS DELMER, *Cor. pol.*, 1871.

(9) H. HENRY, *op.cit.*, p. 16-17.

(10) J. A. Delaet (1815-1891), poète, romancier et homme politique. Rédigea le premier quotidien flamand : *Vlaemsche België* (1844).

ils pas continuer à faire du journalisme à leur façon en employant le *Journal d'Anvers* comme instrument de petites vengeances personnelles et en négligeant complètement les intérêts religieux? (1). V. Henry les défendit-il trop au contraire? Prit-il trop vigoureusement en main la cause du St. Père? (2). Montra-t-il trop de sympathie pour son ami Delmer démissionnaire au *Journal de Bruxelles*? (3). Ou se montra-t-il trop critique à l'égard de la royauté? (4). Ou toucha-t-il trop aux questions sacro-saintes du libéralisme? (5) Toujours est-il que le 4 juillet 1871, il annonçait déjà à son confrère et ami sa démission prochaine du *Journal d'Anvers* (6) suite à une décision du comité d'administration que présidait M. Hippolyte della Faille d'Huyse, député catholique d'Anvers (7).

Néanmoins ce ne sera que fausse alerte et il demeurera en fonction jusqu'en 1877 (8), montrant que dans cette citadelle du libéralisme, au milieu de la tiédeur et des préoccupations antimilitaristes des catholiques, il y avait place pour un journalisme dynamique et engagé.

Parmi les quotidiens catholiques de province, la *Patrie* de Bruges (9) tient une place à part. Créée en 1848, elle fut achetée en

(1) A. Delmer, *Journal*, t. 33, 6 et 20 mai 1871, dans PAPIERS DELMER.

(2) A l'occasion notamment du Jubilé des 25 ans de pontificat de Pie IX, le 16 juin 1871. Cfr J. LORY, *ant. cit.*, p. 370-372.

(3) Au lendemain de sa démission, A. Delmer notait : « Porté à Goemare (éditeur du *Courrier de Bruxelles*) une protestation de V. Henry qu'il ne donne pas à Anvers » (dans PAPIERS DELMER, *Journal*, t. 33, 6 juillet 1871).

(4) Dans une lettre adressée à d'Anethan le 26 mai 1871, Léopold II se plaignait des « articles désobligeants pour la royauté publiés par le *Journal d'Anvers* », et il invitait le chef de cabinet à prévenir le ministre Jacobs de faire cesser ces allusions ou de déclarer qu'il était sans relation avec ce journal ». Dans PAPIERS D'ANETHAN, n° 23.

(5) Déjà en 1865 (28 mai), Mgr. O. Van den Berghe (cfr. p. 29, note 1) écrivait à J. de Hemptinne : « A Anvers on ne fera absolument rien (...) les catholiques sont tous entichés de libéralisme, et mon meilleur ami, M. della Faille, le catholique le plus dévoué de toute la ville, pour avoir tous nos principes, n'a pas quant à la pratique la même nuance que la nôtre. Il a le *Journal d'Anvers* et le maintient depuis qu'il est le maître dans une fort bonne ligne, tout en évitant de lui faire toucher les questions du libéralisme ». Publié dans A. SIMON, *L'Hypothèse...*, p. 187-188.

(6) V. Henry à Delmer, 4 juillet 1871, dans PAPIERS DELMER, *Cor. Pol.* 1871.

(7) Hippolyte della Faille d'Huyse (1799-1875) fut député de 1831 à 1835, directeur du ministère de l'Intérieur de 1835 à 1840 et sénateur de 1840 à 1848, et de 1851 à sa mort. Il présida la dernière session du Congrès de Malines en 1867. Voir sa nécrologie dans les *Précis historiques*, 2^e ser., IV, t. 24, 1875, p. 187. D'après V. Henry (*ibid.* que note 6) le conseil d'administration du *Journal d'Anvers* comprenait aussi V. Havre et Blondel. Point d'allusion au ministre Jacobs.

(8) Moment où il fondera l'*Avenir de Charleroi*. Cfr L. BERTELSON, *op. cit.*, p. 67.

(9) Cfr R. VAN EENOO, *De Pers te Brugge: 1792-1914. Bouwstoffen (Cahiers du Centre interuniversitaire d'Histoire contemporaine, 20)*, Louvain-Paris, 1961, p. 126-128.

1851 par un vieux routier du journalisme, Amand Neut dit « le père de la Patrie » (1).

Neut était un homme d'action, un réalisateur, un homme entier, d'une pièce, disant tout haut ce qu'il pensait tout bas et un être farouchement indépendant (2). Ennemi du doctrinarisme, catholique à la manière de Ducpétiaux (3), secrétaire de la Fédération des Cercles catholiques (4), le « père de la Patrie », passait en 1871, pour un catholique libéral très avancé. Ce qui était loin de lui valoir la sympathie de beaucoup de catholiques flamands (5).

Par ailleurs, l'indépendance avec laquelle il traitait certaines questions, et notamment à l'époque la question militaire, irritait profondément le Roi, qui s'en plaignait en termes amers au chef du cabinet. Il trouvait que le cabinet catholique avait le « droit et le devoir » de répondre à de telles attaques, et même d'exiger qu'elles cessent (6). Nouvelle preuve des pressions exercées par la Cour sur la presse, mais preuve aussi de l'importance du rôle joué dans l'opinion publique par la feuille brugeoise...

Signalons que pour contrebalancer l'influence de cet organe catholico-libéral, on avait créé à Bruges un petit journal ultramontain qui paraissait sous le titre du *Franc de Bruges* (7). A l'exemple du *Bien Public*, c'était plus une œuvre qu'une entreprise. Un Français, ultramontain et légitimiste, de Laage, la dirigeait et la subsidiait.

(1) A. Neut (1812-1884). Fonda en 1835 le *Constitutionnel des Flandres*, collabora au *Journal des Flandres*, au *Vaderland*, à l'*Émancipation*, acheta en 1839 le *Vlaming*, fonda les *Nouvelles du Jour* en 1848, acheta le *Standaard van Vlaenderen* et la *Patrie* en 1851, fonda la *Gazette van Vlaenderen* en 1857 la remplaça en 1859 par *Het Vlaemsche Land*, lequel avait déjà absorbé en 1856 le *Vlaming*. En 1877 *Het Vlaemsche Land* tirait à 7.000 exemplaires. Voir à ce sujet une lettre de L. Struif, vicaire à Louvain et aumônier de la *Fédération des Sociétés ouvrières catholiques* à A. Neut, du 8 août 1877, dans A.G.R.B., *Papiers A. Neut*, farde L. Struif. Sur A. Neut et ses journaux, voir M. DE VROEDE, *op.cit.*, p. 10, 28, 32; L. BERTELSON, *op.cit.*, p. 89; H. HENRY, *op. cit.*, p. 27-29; A. OOMS, *op.cit.*, p. 51.

(2) V. HENRY, *Journalisme...*, p. 27-29; de même Mgr. Faict, évêque de Bruges à A. Delmer : « ...à Bruxelles on croit qu'il écoute nos conseils. La vérité est qu'il marche à sa guise et n'écoute rien » (dans PAPIERS DELMER, *Journal*, t. 34, 21 juillet 1871).

(3) E. Ducpétiaux (1804-1868). Docteur en droit. Directeur de la *Revue Générale*. Joua dans les Congrès catholiques de Malines, dont il fut secrétaire général, un rôle de premier plan. Sur ce personnage, voir E. RUBBENS, *Edouard Ducpétiaux*, Louvain, 1934, 2 vol.

(4) C'est autour de ces cercles que se noyauta le parti catholique à partir des congrès de 1864 et 1867. En 1871, ils comptaient plus de 9.000 membres (la *Patrie*, 18 juin 1871). Voir au sujet des cercles, A. SIMON, *Catholicisme et politique. Documents inédits (1832-1909)*, p. 24 et sur l'activité d'A. Neut comme secrétaire, ses papiers aux A.G.R.B.

(5) Goemare à Delmer, rapporté par A. Delmer, dans PAPIERS DELMER, *Journal*, t. 33, 24 mai 1871.

(6) Léopold II à d'Anethan, 9 mai et 8 août 1871, dans PAPIERS D'ANETHAN, n° 23.

(7) Cfr R. VAN EENOO, *De Pers te Brugge*, p. 57-59.

L'importance de cette feuille est toutefois négligeable. Elle ne comptait qu'un petit nombre d'abonnés et ne tirait, en 1872, qu'à 250 exemplaires (1).

Pour le diocèse de Tournai, deux villes surtout retiennent l'attention quant à l'autorité de leur presse : Tournai et Mons. Pour chacune d'entre elles, nous examinerons en parallèle un journal catholique et un journal libéral.

Créé à l'initiative de Barthélemy Dumortier et d'un groupe de catholiques tournaisiens, le *Courrier de l'Escaut* (2) avait longtemps été le seul quotidien continuant à défendre des positions unionistes (3). Ce n'est qu'en 1865 qu'il les abandonna enfin pour se ranger carrément sous la bannière catholique. D'où l'appellation de son concurrent libéral, la *Vérité*, « la feuille de l'évêché subsidiée par les troncs » (4).

Y a-t-il du vrai dans cette assertion? Ici encore c'est A. Delmer qui nous permet de répondre par la positive. Au cours d'une des nombreuses conversations qu'il eut après sa démission au *Journal de Bruxelles*, il apprit d'un ecclésiastique de Tournai, le chanoine Vanderwarden, que l'on s'était servi de celui-ci pour prendre le journal à Madame Blanquart — qui en assumait jusqu'alors l'édition (5) —; puis que, cette opération achevée, on l'avait lui-même écarté du comité de direction pour le remplacer par le chanoine Maton (6). Ce qui signifiait un durcissement des positions catho-

(1) « Le *Franc de Bruges* est, comme vous le savez, une œuvre de dévouement de la part de tous les rédacteurs, et encore plus de la part du propriétaire qui fait chaque année quelques sacrifices d'argent, d'abord parce que les annonces lui manquent, et ensuite parce que son zèle le pousse à donner des abonnements gratuits là où il faut introduire le journal, comme dans certains estaminets. La fondation du *Franc de Bruges* a été demandée, imposée en quelque sorte, afin que la presse française de la ville ne fût plus exclusivement catholico-libérale, et les rédacteurs travaillent par obéissance. Le tirage se fait à 250 exemplaires » (De Laage à de Villermont, 16 mai 1872, dans PAPIERS DE VILLERMONT, II, D. 26 [farde 1872]).

(2) Sur le *Courrier de l'Escaut*, voir : le *Numéro anniversaire* du 24 novembre 1929; E. MATTHIEU, *Les journaux tournaisiens, 1789-1907*, Tournai, s.d.; *La presse catholique dans la province de Hainaut*, Anvers, (1936); J. LECLERCQ-PAULISSEN, *Contribution à l'histoire de la presse tournaisienne depuis ses origines jusqu'en 1914* (*Cahiers du Centre interuniversitaire d'Histoire contemporaine*, n° 6, Louvain-Paris, 1958).

(3) J. LECLERCQ-PAULISSEN, *op.cit.*, p. 32-33.

(4) *Id.*, *ibid.*

(5) Le fait d'un changement de propriétaire est triplement confirmé. La *Vérité* du 11 juin 1871 annonce que « le *Courrier de l'Escaut* est passé depuis quelques jours en d'autres mains »; *La presse catholique dans la province de Hainaut* mentionne que « vers cette époque (c.-à-d. vers 1870) la propriété du journal fut acquise par la famille Desclée de Maredsous » (p. 18); J. LECLERCQ-PAULISSEN, *op.cit.*, signale, sans toutefois expliquer le fait, que « après Blanquart, E. Wagnies prit l'édition en 1871 » (p. 33).

(6) Tous ces renseignements dans PAPIERS DELMER, *Journal*, t. 34, 22 juillet 1871.

liques du journal. En effet, le chanoine Vanderwarden était, « un trait d'union entre les jeunes catholiques et les vieux parlementaires » (1), tandis que le chanoine Maton, titulaire à la cathédrale de Tournai (2) et directeur de l'hebdomadaire « *La semaine religieuse du diocèse de Tournai* » (3), représentait plutôt les intérêts épiscopaux (4).

Il n'est donc pas étonnant que la rédaction elle-même fut teintée d'ultramontanisme. Toujours selon Delmer, en juillet 1871, c'est l'ex-capitaine des zouaves Lefebvre (5) qui assumait les fonctions de rédacteur en chef au *Courrier*. Il était aidé de l'avocat Jules Wacquez, rédacteur depuis plusieurs années (6), et de l'abbé Renard qui s'occupait de la correspondance bruxelloise (7).

L'importance de ce quotidien dans le diocèse de Tournai ne laissait pas d'être considérable. Avec son édition réduite et tri-hebdomadaire, le *Belge* (8), il touchait grosso modo tout l'arrondissement de Tournai (9).

La *Vérité* de Tournai n'avait pas une importance comparable. D'abord, elle ne paraissait que trois fois par semaine (10), et ensuite elle s'adressait uniquement à la ville, et pas ou peu aux campagnes (11).

Fondée en 1856 pour « défendre les principes du vrai libéralisme »

(1) A. Delmer, dans *Journal*, t. 34, 22 juillet 1871 (PAPIERS DELMER).

(2) Frédéric Maton († en 1893) était chanoine titulaire de la cathédrale de Tournai depuis 1866; Cfr. *Almanach royal officiel*, 1871, p. 399.

(3) *La semaine religieuse du diocèse de Tournai* fut fondée en 1868 en remplacement de la *Semaine religieuse* fondée en 1866 pour la ville de Tournai seule. Le chanoine Maton fut directeur de cet hebdomadaire de sa fondation à 1893. Sur cette feuille, voir E. MATTHIEU *op.cit.*, p. 57-58.

(4) A comprendre les sous-entendus de Delmer et à croire la *Vérité* (11 juin 1871) qui écrit : « Sa rédaction, dirigée par un abbé connu et trop connu, qui signe un vieux clérical (Maton?) va essayer de réagir contre l'influence monacale et jésuitique (sic) (...) et lui substituer l'élément épiscopal » Plus loin : « l'achat (du journal) par le parti clérical... ».

(5) Lefebvre fut capitaine aux zouaves pontificaux de 1866 à 1868, et il épousa en Italie une princesse Honestabile de la Stafa. A l'assemblée générale du *Denier de St. Pierre* du 2 février 1871, il prononça une allocution qui fit dire à Delmer : « (Il) parla avec une certaine crânerie qui va bien à un militaire, mais il n'est ni orateur ni penseur » (*Journal*, t. 33, 2 février 1871, dans PAPIERS DELMER).

(6) Dans une brochure intitulée : *Le Denier de St. Pierre et les œuvres pontificales, compte rendu de l'assemblée générale tenue au palais archiépiscopal de Malines le 29 janvier 1868*, Bruxelles, 1868, se trouve le texte d'un rapport fait par lui en qualité de secrétaire sur la situation du *Denier* dans le diocèse de Tournai (p. 42-47).

(7) A. Delmer, *Journal*, t. 34, 2 juillet 1871 (PAPIERS DELMER).

(8) Fondé en 1857 par B. Dumortier fils, Stiénon, du Pré, H. Desclée et J. Peeters. Cfr *La presse catholique dans la province de Hainaut*, p. 18; E. MATTHIEU, *op.cit.*, p. 49-50 et H. DE MOREAU, *H. Desclée (1830-1917)*, Maredsous, 1920, p. 15.

(9) J. LECLERCQ-PAULISSEN, *op.cit.*, p. 33.

(10) Elle deviendra quotidienne le 6 décembre 1871. Cfr. E. MATTHIEU, *op.cit.*, p. 49.

(11) J. LECLERCQ-PAULISSEN, *op.cit.*, p. 31.

et « combattre vigoureusement et les empiètements que pourraient se permettre le clergé et toute persécution contre l'un ou l'autre culte » (1), ce journal était l'organe des libéraux avancés (2).

Il faisait de la polémique son arme favorite, n'hésitant pas à attaquer à l'occasion la vie privée de personnalités catholiques et collectionnant par là les procès de presse (3). Mais il était certain d'être soutenu à fond par l'opinion de la ville, entièrement acquise au libéralisme (4).

Le *Courrier de l'Escaut* l'accusait d'ailleurs de vivre de l'or du parlementaire libéral de Tournai, Crombez, et de chercher son inspiration auprès de l'ex-ministre Bara (5).

A Mons, deux feuilles se partageaient l'influence : la *Gazette de Mons* et le *Hainaut*.

Organe libéral, la *Gazette de Mons ou Journal de la province de Hainaut, politique, commercial, industriel et littéraire*, avait été fondé en 1839. Jusqu'à la fin du siècle, elle serait l'écho des sentiments et des aspirations de la majorité de la bourgeoisie montoise. Longtemps doctrinaire, elle évoluerait peu à peu dans un sens plus radical et plus antireligieux.

En 1871, ce journal appartenait à deux notables de la ville : Maximilien Lemye et Charles de Bettignies, lequel occupait le poste de directeur depuis 1864 (6).

Un chiffre pour le situer : en 1878, la *Gazette de Mons* comptait quelque 2.900 exemplaires de tirage moyen (7).

Son confrère catholique, le *Hainaut* (8), qui ne totalisait que 6 ans d'existence en 1871, était alors en pleine expansion. L'éditeur était M. Janssens-Defossé, un imprimeur athois qui, à la demande du comité de rédaction, avait accepté de transporter, non sans profit (9),

(1) Cité par E. MATTHIEU, *op.cit.*, p. 49.

(2) J. LECLERCQ-PAULISSEN, *op.cit.*, p. 30.

(3) *Id.*, *ibid.*, p. 31.

(4) J. LECLERCQ-PAULISSEN, *op.cit.*, p. 22-23.

(5) Numéros des 30 mars 1856 et 31 août-1^{er} septembre 1857, cités par *id.*, *ibid.*, p. 30.

(6) Charles de Bettignies (1824-1884). Docteur en droit. Il fut attaché à la rédaction de la *Gazette de Mons* en 1856. Cfr. L. BERTELSON, *op. cit.*, p. 30.

(7) Tous ces renseignements dans E. MATTHIEU, *Bibliographie des journaux montois*, dans le *Musée international de la Presse*, t. III, n° 4, Bruxelles, 1913, p. 49.

(8) Ou *Journal politique et des intérêts matériels*, puis *Journal de Mons et de la province* (1869). L'article programme déclarait : « Défenseurs des grands principes sur lesquels repose l'ordre social, dévoués à la Constitution, partisans des réformes utiles et du progrès, nous demandons la liberté en tout et pour tous, dans les limites du droit commun, et le développement de la richesse publique, et l'instruction des classes laborieuses » (n° 1, 10 janvier 1865).

(9) « Le *Hainaut* rapporte 6.000 F à son éditeur, le sieur Janssens. Je le tiens de l'abbé

ses presses à Mons. Le dirigeait un polémiste talentueux, Louis Desguin (1). Cette feuille était diffusée en 1871 à environ 2.000 exemplaires dans les régions de Mons et du Borinage où elle prenait, en certains endroits, la place du *Journal de Bruxelles* (2).

Autre « organe de l'épiscopat belge », l'*Ami de l'Ordre* de Namur avait été fondé en 1839 par de Montpellier, alors chanoine, et son ami Lupus. Après l'élection du premier au siège épiscopal de Liège, et leur départ à tous deux de Namur (3), la rédaction du journal fut confiée à Eugène-Paul Frapier (5), bientôt aidé par Alphonse Charneux (4). Mais un abbé fut toujours nommé, par l'évêque de Namur, comme délégué auprès de la rédaction (6).

En 1870-71, nul dans le monde de la presse n'ignorait que l'*Ami de l'Ordre* était « téléguidé » (dirions-nous aujourd'hui) par Mgr Gravez (7). L'évêque de Namur s'intéressait d'ailleurs à un autre quotidien de son diocèse, la *Voix du Luxembourg*, édité depuis 1863 à Arlon, par la *Société de Presse conservatrice Namur-Luxembourg* (8). Son prédécesseur, Mgr Deheselle (9) y avait souscrit vingt actions (10) et lui-même envoyait de temps à autre des subsides pour le soutien de la feuille catholique (11). E. Moressée dirigeait

Daminct, vicaire à Dour, et membre du comité de rédaction ». V. Henry à A. Delmer, 14 septembre 1871, dans PAPIERS DELMER, Cor. Pol., 1871.

(1) E. MATTHIEU, *op.cit.*, p. 68-69.

(2) « A Dour, le *Journal de Bruxelles* est fort taré, fort méprisé (...). On travaille à l'extension du *Hainaut* qui prend pied. Il a 1.500 abonnés et tous les jours on en vend 500 dans les rues. Le réveil est grand à Mons ». V. Henry à A. Delmer, 14 septembre 1871, dans PAPIERS DELMER, Cor. Pol., 1871.

(3) Cfr. *supra*, p. 26, note 3.

(4) Eugène-Paul Frapier (1805-1876). Français d'origine. Correspondant de divers journaux catholiques en Franche-Comté et à Fribourg. Entra en 1842 à l'*Ami de l'Ordre*. Y fut rédacteur en chef de 1852 jusqu'à sa mort. Voir J. SCHMITZ, *La presse catholique dans la province de Namur*, Anvers 1936, p. 28 à 34 et J. CHALON, *Essai monographique : les périodiques namurois*, Namur, s.d. p. 13 (tiré à part des *Annales de la Société archéologique de Namur*, 1891, t. XIX, p. 492-521).

(5) Alphonse Charneux prit la direction du journal trois ans après la mort de Frapier, en 1879. Voir J. CHALON, *ibid.*, p. 13.

(6) J. SCHMITZ, *op.cit.*, p. 34, mentionne les noms des abbés Fossoul et Wilmotte.

(7) Théodore Gravez (1810-1883). Evêque de Namur de 1867 à 1883. De Montpellier et lui étaient « deux têtes sous le même bonnet » dans leur opposition au catholicisme libéral. Cfr. A. SIMON, *L'Hypothèse...*, p. 44 et *Biographie Nationale*, t. XXXI, col. 417-18.

(8) *La Société de presse conservatrice Namur-Luxembourg*, fondée le 12 décembre 1863, avait un capital de 50.000 F divisé en 1.000 actions de 50 F. Elle se composait à l'origine du comte C. de Briey, ancien ministre, de M. A. Rolans, avocat à Arlon, de M. J. Pety de Rosen, propriétaire à Grune, de M. Ed. Santkin, avocat à Neufchâteau et de M. G. Lebrocq, professeur. Voir les statuts de la société dans ARCH. EV. NAMUR, carton n° 38.

(9) V. Deheselle (1789-1865) fut évêque de Namur de 1835 à 1865.

(10) Cfr une note de M. Bodson, directeur-gérant de la *Voix du Luxembourg* certifiant le fait, dans ARCH. EVECHE NAMUR, carton n° 38.

(11) *Ibid.*, une note de la main de Mgr. Gravez, mentionnant l'envoi d'un subside de 500 F à plusieurs reprises.

celle-ci depuis 1865, et, journaliste de combat, lui avait rapidement imprimé une allure polémique qui ne contribuerait pas peu à affermir le parti catholique dans le Luxembourg (1).

Son protagoniste provincial était l'*Écho du Luxembourg*, feuille fondée en 1836 par le député et ex-ministre de la Justice J. B. Tesch (2), qui pendant 80 ans allait défendre les thèses doctrinaires dans la province du Luxembourg (3).

Vers 1870, l'*Écho du Luxembourg* se contentait bien souvent d'être une simple doublure de l'*Écho du Parlement*. On comprend dès lors, sans y souscrire entièrement, le jugement un peu méprisant d'E. Moressée : « Il n'y a du reste rien de vaillant là dedans : ce sont des extraits des autres feuilles » (4).

IV. Les journaux socialistes.

Jusqu'à présent nous avons laissé systématiquement de côté une presse qu'à défaut d'autre terme on pourrait qualifier de socialiste, tout en observant qu'à l'époque la signification du mot n'est pas univoque, le mouvement socialiste étant partagé en plusieurs tendances (5).

Quelle place tenait cette presse-là dans l'opinion belge en 1870-71 ? Si l'on eut interrogé un bourgeois au début de 1871, il aurait à coup sûr répondu : aucune ou quasi aucune. Les journaux qu'il lisait habituellement n'en faisaient pour ainsi dire jamais mention.

(1) H. HENRY, *op.cit.*, p. 21-22. E. Moressée (7 mai 1828- 10 juillet 1888), débuta en 1848 au *Courrier de Louvain* avec Schollaert, et passa à l'*Union de Dinant* en 1859.

(2) J. B. Tesch (10 mars 1812-16 juin 1892). Membre de la Chambre des Représentants. Ministre de la Justice de 1850 à 1852 et de 1857 à 1870. Gouverneur de la *Société Générale* et, d'après l'*Indépendance* (17 octobre 1871), administrateur-directeur de la *Cie ferrée du Grand Luxembourg*. Sur ce personnage, voir H. HENRY, *op.cit.*, p. 114 et *Bibliographie Nationale*, t. III, p. 538.

(3) H. HENRY, *op.cit.*, *ibid.*, et J. DEMARTEAU, *La presse au pays de Liège*, Liège, 1927, p. 49.

(4) E. Moressée à A. Neut, 19 novembre 1868, dans PAPIERS A. NEUT, *Varia*, aux A.G.R.B.

(5) Grosso modo, les socialistes belges se partageaient en *Proudhoniens*, partisans de l'autonomie et du fédéralisme, et en *Collectivistes*, prônant l'avènement d'un État centralisé et organisé selon les principes socialistes. La première tendance avait été battue en brèche aux congrès de l'*Internationale* tenus à Bruxelles et à Bâle en 1867 et 1869, par C. de Paepe et les socialistes allemands. Mais après le congrès de La Haye en 1872, les idées séparatistes reprendront le dessus et provoqueront l'éclatement de l'*Internationale*. Voir sur tout ceci L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830*, t. II, Bruxelles, 1907, p. 77-79 et 230-231.

Que pouvaient représenter quelques feuilles paraissant épisodiquement, à la diffusion restreinte et au tirage de famine?

Il fallut l'épisode de la Commune pour révéler l'importance de la presse dite « révolutionnaire ».

Le 25 mai 1871, le député tournaisien Barthélémy Dumortier avait déclaré à la Chambre que « la presse belge avait été unanime à flétrir les excès des Communards » (1). Quatre jours plus tard, la *Liberté*, principal organe des socialistes bruxellois, ripostait en publiant une liste de douze journaux, dont cinq hebdomadaires socialistes, qui avaient soutenu la Commune! (2)

Cette « révélation » faite à un moment où les bruits les plus alarmants circulaient sur les agissements de l'Internationale en Belgique (3) fut accueillie avec stupeur par la presse « bourgeoise ». — « C'est une illusion évidente, et une illusion pleine de périls, » écrivait le *Bien Public* (4), que de se figurer la presse révolutionnaire » comme une exception et une minorité. Cette presse tient dans la » publicité moderne une place considérable, une place immense, et » tel journal qu'on croit n'être que l'organe de quelques énergumènes » recrute dans les masses des légions de lecteurs ».

Une telle réaction doit évidemment être affectée d'un certain coefficient. Comme cela arrive souvent, on se trouvait en présence d'une transformation qui paraissait soudaine alors qu'elle était amorcée depuis belle lurette. D'où la tendance à exagérer le phénomène « nouveau ».

N'importe : il y eut peut-être là, corrélativement aux événements de la Commune, une prise de conscience par le monde bourgeois de la force réelle de la presse populaire socialiste.

Deux journaux principalement, tous deux publiés à Bruxelles, s'étaient faits les défenseurs des aspirations de la classe laborieuse : la *Liberté* et l'*Internationale* (5).

La *Liberté* paraissait une fois par semaine depuis 1867, mais le 18 avril 1871, elle devint quotidienne (6) dans le but de « prendre la

(1) *Annales parlementaires, Chambre, Session 1870-71, Séance du 25 mai 1871, p. 1254.*

(2) Le 31 mai, elle ajoutait trois hebdomadaires et une feuille de quinzaine à la liste, portant le nombre à 16.

(3) On croyait que par suite de l'échec de Paris, les chefs communeux avaient choisi Bruxelles comme siège de leurs prochaines activités.

(4) 30 mai 1871.

(5) Selon Herbert, attaché de la légation autrichienne à Bruxelles, à de Beust, 12 octobre 1871 (A.É.Bx., A.E.V., n° 10.945, 1870-74, n° 93).

(6) Elle le demeurera jusqu'au 4 novembre de la même année. De 15 ct au numéro, son prix tombera à 5 ct et son abonnement de 6 F à 3,50 F.

défense de la Commune de Paris, lâchement calomniée par la presse bourgeoise » (1). — Son rédacteur en chef, M. Victor Arnould, un avocat acquis aux idées progressistes, ancien président des étudiants de l'université de Liège (2), la guidait « avec un incontestable talent », de l'avis même d'un contemporain peu suspect de partialité (3).

Ces facteurs expliquent pour une bonne part le succès du journal qui, à la fin de 1870, devait avoir un nombre d'abonnés proche de 2.000 (4).

La *Liberté* était foncièrement démocrate (5) et elle se réclamait de la doctrine de Proudhon. Elle ne contribua pas médiocrement à répandre les idées autonomistes et fédéralistes qui devaient amener, en 1872, la dissolution de l'Internationale en Belgique (6). Ce qui entraîna sa propre disparition en 1873.

L'*Internationale* qui paraissait chaque samedi était, elle, le moniteur officiel de l'Internationale en Belgique. De sa fondation en janvier 1869 à juillet 1870, ç'avait été un journal bien fait, intéressant à lire. Mais avec la guerre et davantage encore avec la Commune, les quatre pages de la feuille ouvrière furent remplies de documents émanant du Conseil Central de Londres, du Conseil Général à Bruxelles, ou des Conseils Fédéraux, ou de découpures de journaux locaux (7). Quasi exclusivement car, de temps à autre, son directeur, M. E. Hins (8) donnait un article de fond, immédiatement remarquable par sa violence de ton (9). Plus tard, le journal prit une nou-

(1) N° du 18 avril 1871.

(2) *Gazette de Liège*, 25 avril 1871. Sur Victor Arnould (7 novembre 1839-17 janvier 1894), voir la *Biographie Nationale*, t. XXX, col. 83-84.

(3) G. DE JAER, *L'Internationale et la presse populaire*, dans *L'Économie chrétienne*, 3^e vol., 1871, p. 345.

(4) Le 30 octobre et le 6 novembre 1870, la *Liberté* annonçait qu'elle deviendrait quotidienne en décembre si elle était assurée de l'appui de 2.000 abonnés. Sans doute est-ce pour un motif différent qu'elle le sera en avril 1871. Mais l'aurait-elle annoncé à la fin de 1870, s'il n'y avait pas eu d'espoir de réalisation prochaine? autrement dit, si à ce moment, elle n'était pas loin du chiffre souhaité et requis? On en peut discuter.

(5) Ce journal fut le premier à faire retentir dans la presse de gauche le grelot de la réforme électorale. D'autre part, il avait ouvert dans ses colonnes une rubrique intitulée « Bourse du Travail », et destinée à recevoir gratuitement les offres de travail des patrons et les demandes d'ouvriers.

(6) L. BERTRAND, *op. cit.*, t. II, p. 77-79 et 230-231.

(7) L. BERTRAND, *op. cit.*, t. II, p. 75-76, et DE JAER, *op. cit.*, p. 343.

(8) Eugène Hins, dit Diogène (né en 1839), était professeur à Bruxelles. Durant la première Internationale, il assura les fonctions de secrétaire de la section belge et devint à ce titre directeur du journal. Cfr L. BERTELSON, *op. cit.*, p. 68.

(9) DE JAER, *op. cit.*, et Vitzthum, ministre d'Autriche à Bruxelles à de Beust, 26 juin 1871 : « Le dernier numéro de l'*Internationale* renferme des blasphèmes tellement dégoûtants qu'on ne comprend pas comment on en peut tolérer la publication », dans A.É.Bx., A.É.V., n° 10.945, 1870-74, n° 63.

velle allure qui devait encore lui faire du tort. Chaque numéro contient une page de « nouvelles extérieures », une autre d' « étude historique sur la Commune », une troisième de « correspondance de France » et une dernière de « communications diverses » (1).

Comme à la plupart de ses confrères socialistes, hormis le *Mirabeau* de Verviers, et *De Werker* d'Anvers (2), l'année 1873 fut fatale à l'*Internationale* : elle disparut un an plus tard.

Surtout préoccupés de problèmes sociaux, ces journaux n'accordaient qu'une attention marginale aux questions politico-religieuses.

Si dans le différend qui opposait doctrinaires et radicaux, ils prirent souvent parti pour ces derniers, et s'ils s'attaquèrent de temps à autre à l'Église, dans la mesure où elle apparaissait comme le symbole et le rempart du conservatisme bien-pensant, ils se passionnèrent généralement peu pour les « polémiques bourgeoises ».

D'où l'intérêt de cette presse qui fournit un point de vue de tiers en un temps où, l'unionisme étant relégué aux vieilles lunes, le partage catholico-libéral était de règle.

(1) L. BERTRAND, *op. cit.*, t. II, p. 75-76.

(2) Le *Mirabeau*, hebdomadaire fondé la même année que la *Liberté*, avait comme rédacteur un ancien étudiant, collaborateur de la *Liberté*, Victor Dave. Organe des sections de l'arrondissement de Verviers, il publiait chaque semaine des lettres de travailleurs exposant leurs griefs à l'égard des patrons. *De Werker* ou organe des « Vlaamse afdelingen van de Internationale werkersvereniging » était moins original. Il puisait le plus clair de ses articles dans les journaux socialistes hollandais. Selon DE JAER (*op. cit.*, p. 343), il ne devait pas avoir plus de 300 abonnés en 1871. Mais il durera jusqu'en 1891, moment où il fusionnera avec la *Volkstribunum* pour donner *De Volksgazet*. Sur ces feuilles, voir DE JAER, *op. cit.*, p. 343 et 344, et L. BERTRAND, *op. cit.*, t. II, p. 225.

- Bijdragen 11.** **Cahiers 11.**
S. Vervaeck, De samenstelling van de gegoede stand te Mechelen op het einde van de XVIIIe eeuw en in het begin van de XIXe eeuw (1796-1813). Een methodologisch onderzoek. 1960.
 Uitverkocht — épuisé
- Bijdragen 12.** **Cahiers 12.**
M. De Vroede, De Vlaamse Pers in 1855-56. 1960.
 fr. 80 (abonnement fr. 68)
- Cahiers 13.** **Bijdragen 13.**
J. Dhondt & S. Vervaeck, Instruments biographiques pour l'histoire contemporaine de la Belgique. 1960.
 Épuisé — uitverkocht
- Cahiers 14.** **Bijdragen 14.**
A. Simon, Inventaires d'archives. (Famille Licot. Papiers de Missiessy. Nonciature de Bruxelles. d'Ansembourg. Rédemptoristes (Bruxelles). d'Anethan. de Bethune. 't Serstevens. Evêché de Liège.) 1960.
 fr. 60 (abonnement fr. 51)
- Cahiers 15.** **Bijdragen 15.**
Paul Gérin, Bibliographie de l'Histoire de Belgique, 1789-1831. 1960.
 fr. 300 (abonnement fr. 255)
- Cahiers 16.** **Bijdragen 16.**
Jacques Willequet, Documents pour servir à l'histoire de la presse belge, 1887-1914. 1961.
 fr. 80 (abonnement fr. 68)
- Cahiers 17.** **Bijdragen 17.**
Alois Simon, Réunions des Evêques de Belgique, 1868-1883, Procès-Verbaux. 1961.
 fr. 160 (abonnement fr. 136)
- Bijdragen 18.** **Cahiers 18.**
H. Balthazar, J. De Belder, J. Hannes, J. Verhelst, Enkele Bronnen voor de sociale Geschiedenis van de XIXe Eeuw, 1961.
 fr. 60 (abonnement fr. 51)
- Cahiers 19.** **Bijdragen 19.**
Bertrand Gille, Crise politique et crise financière en Belgique; Lettres adressées à la maison Rothschild à Paris par son représentant à Bruxelles, (1838-1840). 1961.
 fr. 390 (abonnement fr. 332)
- Bijdragen 20.** **Cahiers 20.**
Romain Van Eenoo, De Pers te Brugge 1792-1914. Bouwstoffen. 1961.
 fr. 250 (abonnement fr. 213)
- Cahiers 21.** **Bijdragen 21.**
Alois Simon, Evêques de la Belgique Indépendante (1830-1940), Sources d'archives. 1961.
 fr. 100 (abonnement fr. 85)

Bijdragen 22. Cahiers 22.
Vervaeck, Solange, Enkele bronnen uit de Franse tijd. Hun belang
voor de sociale geschiedenis. 1962. fr. 110 (abonnement fr. 94)

Bijdragen 23. Cahiers 23.
Van Eenoo, Romain en Vermeersch, Arthur, Bibliografisch re-
pertorium van de Belgische pers 1789-1914. 1962.
fr. 90 (abonnement fr. 77)

Cahiers 24. Bijdragen 24.
M. Colle-Michel, Les Archives de la s.a. Métallurgique d'Espérance-
Longdoz des origines à nos jours. 1962. fr. 70 (abonnement fr. 60)

Cahiers 25. Bijdragen 25.
Caulier-Mathy, Nicole, Statistiques de la province de Liège sous
le régime hollandais. 1962. fr. 160 (abonnement fr. 136)

Bijdragen 26. Cahiers 26.
Wils, Lode, De liberale Antwerpse dagbladen : 1857-1864. 1962.
fr. 60 (abonnement fr. 51)

Bijdragen 27. Cahiers 27.
Wouters, Hubert, Dokumenten betreffende de geschiedenis der
arbeidersbeweging : 1831-1853 (ter perse).

Bijdragen 28. Cahiers 28.
De Vroede, M., De Belgisch-Limburgse pers van 1830 tot 1860.
1963. fr. 230 (abonnement fr. 195)

Cahiers 29. Bijdragen 29,
H. Haag, Les archives personnelles des anciens ministres belges.
1963.

Bijdragen 30. Cahiers 30.
D. De Weerd, Publications officielles de la Belgique contemporaine.
1963.

Mémoires I. Verhandelingen I
R. Devleeshouwer, Les Belges et le danger de guerre (1910-1914).
1958. fr. 160 (abonnement fr. 140)

Verhandelingen II. Mémoires II.
D. De Weerd, De Gentse textielbewerders en arbeidersbeweging
tussen 1866 en 1881. Bijdrage tot de sociale geschiedenis van Gent.
1959. fr. 140 (abonnement fr. 120)

Mémoires III. Verhandelingen III.
Colette Lebas, L'union des catholiques et des libéraux de 1839 à
1847. Etude sur les pouvoirs exécutif et législatif. 1960.
fr. 260 (abonnement fr. 225)

Verhandelingen IV. Mémoires IV.
Romain Van Eenoo, Een bijdrage tot de geschiedenis der arbeiders-
beweging te Brugge (1864-1914). 1959.
fr. 200 (abonnement fr. 170)

ÉDITIONS NAUWELAERTS

LEUVEN-LOUVAIN

BÉATRICE-NAUWELAERTS

PARIS